

Economie de l'élevage

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2014
Perspectives 2015
Avril 2015
n°456
18 €



Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

LES SIGNAUX SONT AU VERT !



LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE
La collecte française recule légèrement

LA VIANDE OVINE EN FRANCE
Les volumes se stabilisent...
mais les prix montent toujours

**LA VIANDE OVINE DANS L'UE
ET DANS LE MONDE**

RESULTATS DES EXPLOITATIONS
Lait ou viande, revenu en hausse
pour les systèmes spécialisés



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Élevage : BELLET Vincent, CARLIER Marie, CHOTTEAU Philippe, GRUERE Armelle, MORIN Emmanuel, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage et des Chambres d'Agriculture : CAILLEAU Louis-Marie, TCHAKERIAN Edmond, VÉNINEAUX-DELVALLE Catherine.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'Agriculture avec le concours financier de FranceAgriMer et du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.



CONTRIBUTEUR AU CHAPITRE 2 : LAGRIFFOUL Gilles

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

BATAILLE Jean-François, JOUSSEINS Carole, SAGET Gilles, SERVIERE Gérard.

FILIÈRE ALLAITANTE : Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Hélène BAUDOUX (CA 38), Jean BAUDOUX (CA 61), Jacques BENOIT (CA 26), Françoise BOUILLON (CA 48), Dominique CANDAU (CA 88), Pascal CARILLET (CA 55), Gilles CLENET (CA 44), Marion COUEDOU (CA 87), Marine ROSSELLE (CA 52), Sylvie PRUVOST (CA 76), Dominique DELMAS (CA 12), Catherine DELVALLE (CA 02), Sylvie DENIS (CA 19), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Jean-Pierre DUGAT (CA 33), Gregory DUSSENNE (CA 59-62), Laurent FICHET (CA 49), Elodie GALAN (CA 46), Daniel GONTIER (CA 84), Alain GOUEDARD (CRAB 35), Arnaud GRENNARD (CA 60), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Bérénice HERSZBERG (CCE 66), Gérard HOPPENREYS (CA 79), Vincent JOLIET (CA 47), Laurent KELLER (CA 54), Elodie LAGIER (CA 05), Anais LAMBINET (CA 08),

Philippe LANNE (CA 65), Yves LE BOULBIN (Alysé), Hélène LEROY (CA 48), Gérald MARTY (CA 30), Jean-Pierre MARY (CA 04), Anne-Julie METIVIER (EDE 81), Stéphane MIGNÉ (CA 85), Jean-Marie MOUCHARD (CA 63), Jean-Michel MOURET (CA 32), Philippe POUCHERET (CA 11), Stéphane PYPE (CA 60), Christophe RAINON (CA 58), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CRAA 67-68), Danièle SENNEPIN (CA 23), Emmanuel TROCME (CA 09), Philippe TYSSANDIER (CA 46), François VALENTIN (CA 48), Emilie VALLET (CA 27), Fabrice VASSORT (CA 43), Christelle VAILLANT (CA 57), Bernadette VIGNAUD (CA 03).

FILIÈRE LAITIÈRE : Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Maïder LAPHITZ (CA 64), Sandrine MERLIN (CA 64), Claudine MURAT (CA 12), Nathalie RIVEMALE (CA 48), Vincent DOYHENARD (CA 64), Mathias DUHART (CA 64), Beñat GONZALEZ (CA 64), Bruno LIQUIERE (Confédération de Roquefort), Jean-Claude MATHIEU (EDE 81), Gilles NOUBEL (UNOTEC).

Ce Dossier Economie de l'Élevage a bénéficié du financement du Ministère de l'Agriculture (Casdar), du Fonds National de l'Élevage et de FranceAgriMer

Conception de la maquette : Béta-Pictoris [beta.pictoris@free.fr]

Mise en page et iconographie : Leila Assmann, Corinne Maigret,

Crédits photos : © Fotolia - Evrenkalinbacak/Fotolia - Laurence Geffroy/Pâtre - Damien Hardy/Pâtre - Geode - GIS iD 64 - Christophe Maitre/Inra - Nathalie Feugeas/CNTF - © Interbev - F Joly/Cniel - Marie Carlier/Institut de l'Élevage - Joël Merceron/Institut de l'Élevage - DR Institut de l'Élevage

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0015501018

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Les signaux sont au vert !

On ne parle pas là du verdissement de la PAC, mais des signaux du marché. Partout en UE, les prix de la viande ovine et du lait de brebis ont continué à progresser en 2014, et 2015 paraît bien partie. Bien sûr, la situation peut être différente d'un pays à l'autre, et selon les bassins dans un même pays. Ainsi le prix du lait semble juste stabilisé en Corse.

Avec, enfin, un premier reflux des charges opérationnelles enregistré depuis 2009, cela se traduit par des revenus estimés en nette hausse en 2014 pour les systèmes ovins spécialisés français. Ils se situent désormais tous dans la fourchette de 20 à 30 €/UMO familiale en moyenne dans l'échantillon des Réseaux d'élevage. Seuls les systèmes avec céréales ont pâti de la mauvaise conjoncture sur les grains. Il est vrai que la réforme de la PAC a donné un coup de pouce, avec la revalorisation de l'ICHN et l'arrêt de la modulation de la prime ovine qui a plus que compensé la perte de DPU, sauf justement pour les systèmes avec grandes cultures.

Malgré tout, le secteur paraît toujours convalescent en France, ainsi que l'indique le dénombrement du cheptel : il a encore perdu 1% en un an. Il a reculé encore davantage en Irlande et dans les pays du Sud (Espagne, Grèce, Italie, Portugal), toujours très affectés par la crise économique qui plombe la consommation de fromages et d'agneaux, et par la FCO pour les îles italiennes (comme d'ailleurs en Corse). Par contraste, les filières britannique et roumaine font preuve d'un bel optimisme avec des progressions de cheptels reproducteurs de plus de 3% en 2014.

Le marché mondial tire un peu moins, avec une forte décapitalisation en Chine qui a freiné la progression des importations. De même, le ralentissement économique chinois et le durcissement des réglementations environnementales là-bas ont affecté le prix des peaux et des cuirs. Cependant, les exportations néozélandaises et australiennes sont attendues en recul en 2015, et les prix mondiaux devraient donc restés tendus.

En finance, on parle de « bullish market » pour qualifier une telle configuration du marché. 2015 pourrait plutôt être l'année du bélier !

SOMMAIRE

1 / LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6 / LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

La collecte française recule légèrement

10 / LA VIANDE OVINE EN FRANCE

Les volumes se stabilisent... mais les prix montent toujours

16 / LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

La consommation reste orientée à la baisse

24 / LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

Nouvelle progression des échanges mondiaux

28 / REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Spécialisés ovins viande
 - «Fourragers» intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du Rayon de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

38 / LES PRÉVISIONS 2015

Stabilisation de la production en France et dans l'Union européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

JANVIER

BAISSE DU CHEPTEL FRANÇAIS

L'effectif de brebis et d'agnelles saillies était en recul de 3% fin 2013/2012.

FÉVRIER

MARS



1^{ères} évolutions de la PAC

Le ministère de l'agriculture annonce un recul des soutiens découplés. Cette baisse est de 9% en moyenne mais peut atteindre jusqu'à 17%. Elle résulte du recul du budget communautaire et de la convergence entre Etats membres.

En parallèle, l'ICHN est revalorisée de 15%.

Un marché mondial moins encombré

Malgré le rebond des exportations australiennes et néozélandaises au 1^{er} trimestre, le marché mondial de la viande ovine est nettement moins engorgé qu'en 2013. L'essentiel des marchandises supplémentaires est en effet absorbé par la Chine.



Un hiver doux suivi d'un printemps précoce

Dans la plupart des régions, les conditions climatiques favorables ont permis une mise à l'herbe précoce suivie d'une bonne saison de pâturage. Ces conditions ont aussi réduit la mortalité des agneaux lors des agnelages de printemps, malgré le bon niveau de prolificité.

AVRIL

FÊTE DE PÂQUES LE 20 AVRIL

BAISSE DES COURS DU TOURTEAU DE SOJA

Le repli se prolonge jusqu'en octobre.

MAI

JUIN

**LE CHEPTEL REPRODUCTEUR
NÉOZÉLANDAIS RECULE DE 2%
PAR RAPPORT À JUIN 2013.**

**DAVANTAGE D'AGNEAUX
À SORTIR AU ROYAUME-UNI**

Les effectifs sont en hausse
de 3% /juin 2013.

Cours record à Pâques pour l'agneau français

Face à une demande importante en vue des festivités pascales, le manque d'agneaux français a entraîné l'envolée des cours. Le Prix Moyen Pondéré des régions a ainsi atteint un pic la semaine précédant Pâques : à 6,85 €/kg de carcasse, il dépassait de 10% son niveau de 2013.



Des stocks fourragers très hétérogènes

La douceur et l'humidité du printemps ont globalement été favorables à la pousse de l'herbe, mais ont rendu délicate la récolte des premières coupes dans certaines régions, avec souvent des problèmes de qualité à la clé. À l'opposé, certaines régions de l'Est, au Nord comme au Sud, ont subi de faibles rendements en première coupe, plus ou moins bien compensés par les secondes coupes (regains).



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

JUILLET

**RAMADAN
DU 28 JUIN AU 27 JUILLET**

AOÛT

RALENTISSEMENT DES IMPORTATIONS CHINOISES DE V

SEPTEMBRE

Rendements et qualité des cultures très aléatoires

Le climat a affecté de façon très variable les rendements et la qualité des récoltes de céréales et d'oléagineux. L'humidité de l'été a favorisé le pâturage, mais aussi le parasitisme, interne et externe (myases), d'où parfois des rentrées précoces d'agneaux d'herbe.



Des inondations exceptionnelles

Plusieurs régions ovines ont été fortement touchées par ces intempéries : le Pays Basque début juillet, le Languedoc et les Cévennes en septembre... le Sud-Aveyron fin novembre, entraînant l'arrêt d'activité d'une laiterie.

La chute du prix des peaux pèse sur les cours européens de l'agneau

Face aux nouvelles réglementations environnementales imposées à son industrie de la tannerie, la Chine a fortement réduit ses achats de peaux d'ovins à partir de juillet. Ce recul de la demande chez le 1^{er} importateur mondial a conduit à l'encombrement du marché et à la chute du prix des peaux d'agneaux en Europe.





Mise en place du « Paquet lait »

La mise en place du « paquet lait », dans le cadre de la réglementation européenne entraîne de profonds changements pour la filière ovine laitière. Dans le Rayon de Roquefort, une réflexion est engagée sur l'évolution des règles de gestion de la production et de paiement du lait.

OCTOBRE

NOUVELLES MESURES DE VIANDE OVINE

FÊTE DE L'AÏD EL-KÉBIR LE 4 OCTOBRE

NOVEMBRE

SIGNATURE D'UN ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA CHINE ET L'AUSTRALIE qui conduira à l'élimination progressive des droits de douane sur la viande ovine d'ici 2023.

DÉCEMBRE

CHUTE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES D'AGNEAUX VIVANTS avec le recul des envois d'agneaux de lait vers l'Espagne et l'Italie.

SÉCHERESSE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

La persistance des conditions sèches dans l'île du Sud pousse les éleveurs à avancer les sorties d'agneaux.

Léger recul de la collecte laitière française.

Pour la campagne 2014 (nov. 2013 à oct. 2014), la collecte de lait de brebis recule de 0,5% à 257,3 millions de litres.

En progression dans les Pyrénées-Atlantiques, stable dans le Rayon de Roquefort, la collecte chute en Corse et hors bassins.

Un bon automne fourrager

Sauf en Corse où l'état de calamité agricole au titre de la sécheresse a été engagé, la bonne pousse de l'herbe s'est poursuivie sur l'automne. Des récoltes de fourrages ont parfois été possibles en septembre ou en octobre. Globalement, cette année fourragère peut laisser espérer quelques économies sur la consommation de concentrés, voire sur les achats de fourrages.

Nouvelle progression des attaques de loup en France

En 2014, les attaques de loups ont donné lieu à l'indemnisation de 8 226 ovins, soit 2 015 de plus qu'en 2013 (+32%). 70% de ces attaques concernaient toujours la région PACA mais leur rayon d'action s'est encore élargi, passant de 21 à 25 départements en 2014.



2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE



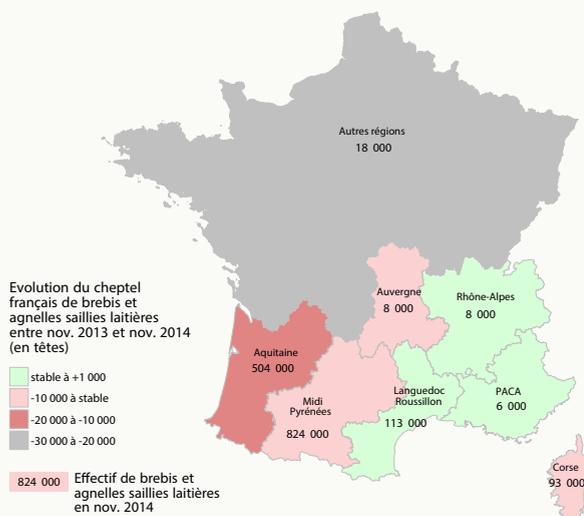
La collecte française recule légèrement

La collecte française de lait de brebis a reculé de 0,5% pendant la campagne 2014 (nov. 2013 à oct. 2014). Elle continue de croître dans les Pyrénées-Atlantiques, se stabilise dans le Rayon de Roquefort, mais chute en Corse et en dehors des trois bassins traditionnels. La production et la consommation françaises de Roquefort diminuent toujours, mais les exportations restent dynamiques.

CHEPTEL 2014

BREBIS ET AGNELLES SAILLIES LAITIÈRES

Le cheptel français de brebis et d'agnelles saillies laitières a reculé de 1,2% entre novembre 2013 et novembre 2014 (-20 000 têtes).



1,58 million de têtes

C'est le cheptel français de brebis et d'agnelles saillies laitières fin 2014.

Après avoir progressé les années précédentes, la part de brebis et d'agnelles saillies laitières dans le cheptel reproducteur français s'est stabilisée à 29% en 2014. Le cheptel laitier a perdu 3% de ses effectifs en Aquitaine par rapport à 2013 et 2% en Corse, mais s'est stabilisé en Midi-Pyrénées (-0,2%) et a progressé de 1% dans le Sud-Est.

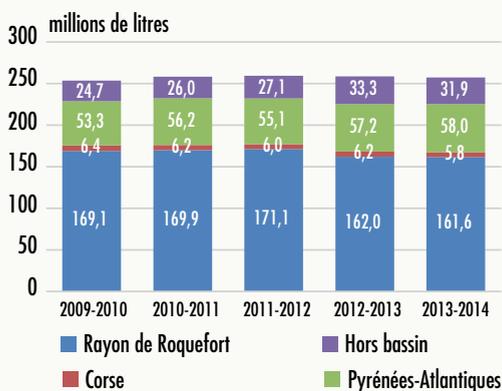
D'après l'Interprofession de Roquefort, le nombre de brebis laitières aurait pourtant diminué dans le Rayon entre début 2014 et début 2015. La stabilité des effectifs en Midi-Pyrénées et la légère avancée en Languedoc- Roussillon s'expliquent probablement par la progression des troupeaux produisant du lait hors cadre inter-professionnel.

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après SSP
Cartographie Cartes & Données - © Artique

COLLECTE 2014

COLLECTE DE LAIT DE BREBIS

La collecte française de lait de brebis a légèrement reculé sur la campagne 2014 (-0,5%) malgré un cheptel de brebis et d'agnelles saillies plus étoffé en début de campagne.



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer et Interprofessions

Alors que la tendance de ces dernières années était à l'étalement de la collecte, le pic de collecte s'est légèrement renforcé en 2014. Ainsi la part de la collecte nationale réalisée en mars et en avril a regagné 1 point à 31% pour la campagne 2014.

257 millions de litres

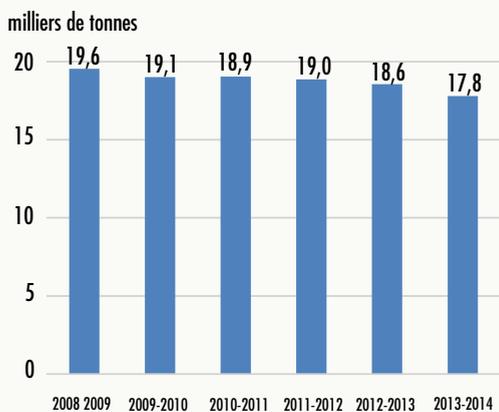
C'est la collecte française de lait de brebis sur la campagne 2014.

Les conditions fourragères plus favorables et la baisse du prix des aliments concentrés semblent avoir bénéficié aux rendements laitiers dans les deux principales régions productrices. En progression dans le bassin de Roquefort et dans les Pyrénées-Atlantiques, les performances des élevages en contrôle laitier officiel sont stables en Corse. C'est ce qui a permis que le volume de lait livré aux industriels de **Roquefort** varie peu (-0,3%) en dépit de la baisse du nombre de brebis laitières dans le Rayon. Dans les **Pyrénées-Atlantiques**, la collecte a continué à progresser de 1,4% en 2014 avec un cheptel presque stable (-0,4%). En revanche, la collecte a baissé **en Corse** (-6%), notamment en raison d'un épisode de fièvre catarrhale, ainsi qu'**en dehors des trois bassins traditionnels** (-4%). La part du Rayon de Roquefort dans la collecte nationale s'est stabilisée à 63% en 2014 après un reflux de 4 points entre 2009 et 2013. La part des Pyrénées-Atlantiques a progressé de 21% à 23% sur la même période.

VALORISATIONS 2014

FABRICATIONS DE ROQUEFORT

Les fabrications de Roquefort ont reculé de 4% (-760 tonnes) en 2014.



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer

17 800 tonnes

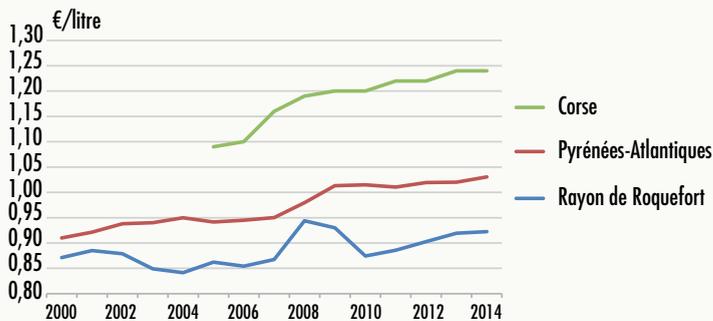
Ce sont les fabrications françaises de Roquefort au cours de la campagne 2014.

Pour la campagne 2014, seules les fabrications de **Roquefort** sont connues à la fin mars 2015. Elles sont en recul comme les volumes de lait mis en œuvre (-3% /2013 à 74 millions de litres). En revanche, la collecte de lait du Rayon utilisée pour la fabrication de fromages à salade est répartie à la hausse (+7% à 41 millions de litres) tandis que celle transformée en fromages à pâte pressée progresse toujours (+2% à 15 millions de litres). Les volumes de lait de brebis transformés en fromages dans les **Pyrénées-Atlantiques** ont augmenté de 1,7% à 71 millions de litres selon l'Interprofession locale. Les approvisionnements extérieurs ont progressé d'une campagne à l'autre, à 18,5% du volume total. En **Corsica**, les fabrications de fromages à partir de laits de brebis et de chèvre ont diminué de 2% à 2 367 tonnes selon l'Interprofession laitière ovine caprine corse (ILOCC).

2 LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

PRIX DU LAIT 2014

PRIX DU LAIT PAYÉ AU PRODUCTEUR



Source : GEB - Institut de l'Elevage, d'après Interprofessions

Le prix du lait de brebis payé au producteur dans les trois bassins traditionnels a peu évolué en 2014.

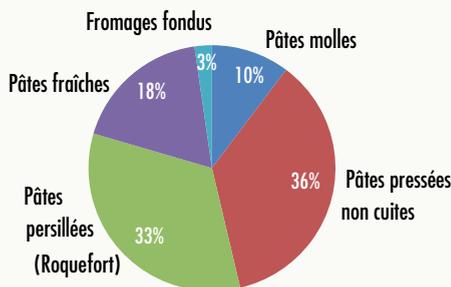
Dans le **Rayon de Roquefort**, la teneur en matière solide utile est stable (-0,04 g à 130,44 g/l). Malgré une diminution de la part de lait transformée en Roquefort (46% de la collecte, -1 point), le prix moyen du lait payé aux producteurs a très légèrement progressé : +0,3% à 922 €/1 000 litres.

Selon les déclarations des entreprises adhérentes à l'Interprofession lait de brebis des PA, le prix moyen a progressé de 1% dans les **Pyrénées-Atlantiques**. Il s'établit à 1 030 €/1 000 litres pour un lait à 124,91 g/l de MSU (en progression de 0,2% par rapport à 2013).

Selon l'ILOCC, le prix moyen du lait de brebis en **Corse** est demeuré autour de 1 240 €/1 000 litres en 2014.

CONSOMMATION 2014

ACHATS DE FROMAGES DE BREBIS PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS EN 2014



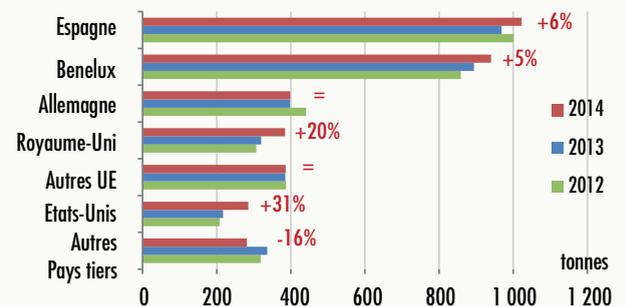
Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Panel Kantar / FranceAgriMer

En 2014, les achats de fromages de brebis par les ménages français ont baissé de 2% en volume, malgré un prix moyen au détail resté stable.

La consommation de fromages AOP a particulièrement souffert, dans un contexte économique qui reste morose : leurs achats (45% des volumes totaux) ont régressé de 4%, tandis que ceux de fromages non AOP (55% des volumes) restaient stables. Les achats de Roquefort ont reculé de 3% malgré une hausse de prix inférieure à 1%. L'été maussade a freiné les achats de fromages à salade de type feta (-1%). Dans le même temps, les ménages ont accru de 4% leurs achats de pâtes molles et de fromages fondus à base de lait de brebis.

EXPORTATIONS 2014

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE ROQUEFORT



Source : GEB - Institut de l'Elevage, d'après Eurostat

Les exportations de Roquefort ont grimpé de 5% en 2014 (à 3 700 tonnes) avec un prix moyen en léger recul (-1% à 10,6 €/kg).

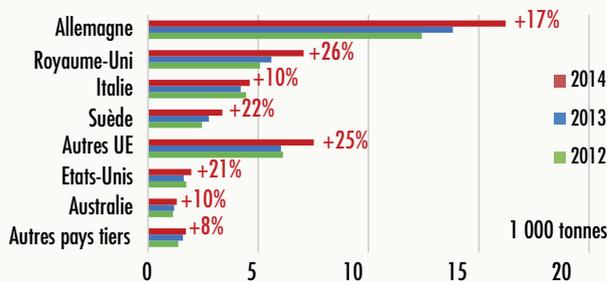
La part des fabrications de Roquefort exportée a progressé de 2 points à 21%. Les expéditions vers l'UE ont rebondi (+6%) après un léger recul en 2013, sans doute en rapport avec la baisse des prix (-3% à 10,4 €/kg). En particulier, l'Espagne, le Benelux et le Royaume-Uni ont augmenté significativement leurs achats de Roquefort. Ces trois destinations ont représenté en 2014 presque les deux tiers des expéditions totales. Hors UE, la hausse importante des prix n'a pas empêché les envois de progresser (+2%). En particulier, les expéditions vers les Etats-Unis ont bondi de 31% malgré une hausse des prix de 19% à 11,6 €/kg (+16% en US \$). La demande outre-Atlantique se relève depuis la fin de la surtaxation des imports de Roquefort en 2011.

UNION EUROPÉENNE

La France est le 3^{ème} pays exportateur de fromages de brebis derrière la Grèce et l'Italie. En 2014, les exportations grecques et bulgares de Feta et de fromages de brebis en saumure ont continué leur progression, alors que les exportations italiennes de Pecorino ont légèrement reculé. La demande en provenance des pays tiers est dynamique.

EXPORTATIONS GRECQUES DE FETA ET FROMAGES DE BREBIS EN SAUMURE

Les exportations grecques de Feta sont restées très dynamiques en 2014, grimpant de 19% à 44 000 tonnes.



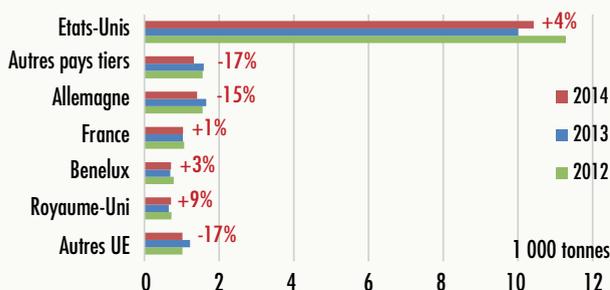
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les exportations grecques de Feta ont bondi en 2014, conséquence d'une consommation intérieure en berne, affectée par la crise économique et sociale qui frappe le pays.

Les expéditions de Feta progressent vers la plupart des destinations. L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, qui absorbent presque deux tiers des volumes, ont ainsi augmenté leurs achats de 18%. Le prix moyen de la Feta exportée est resté stable à 5,9 €/kg en 2014.

EXPORTATIONS ITALIENNES DE PECORINO

Malgré la reprise des achats étatsuniens, les exportations italiennes de Pecorino ont cédé 1% à 16 600 tonnes en 2014, en raison de la moindre demande intra-communautaire.

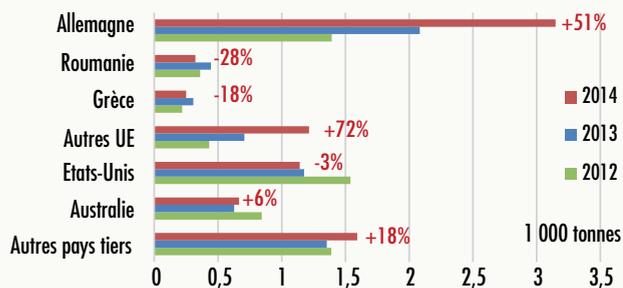


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les expéditions de Pecorino, le principal fromage de brebis exporté, ont repris vers les Etats-Unis (+4% à 10 400 tonnes), après le trou d'air constaté en 2013. Mais elles n'ont pas réussi à compenser la chute des envois vers l'UE (-7% à 4 900 tonnes). Cependant la valorisation totale des exportations de Pecorino s'est appréciée, grâce à un prix d'export en forte hausse (+15% à 8,4 €/kg).

EXPORTATIONS BULGARES DE FROMAGES DE BREBIS EN SAUMURE

Les exportations bulgares de fromages de brebis en saumure ont bondi de 24% en 2014, à 8 300 tonnes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La Bulgarie continue à grignoter des parts de marché à la Grèce sur le marché européen, en proposant des produits à base de mélange lait de brebis et de bufflonne à des prix bien plus bas que celui de la Feta. Les exportations bulgares de fromages en saumure ont ainsi bondi de 39% à 4 900 tonnes vers l'UE en 2014. L'Allemagne a notamment acheté 3 100 tonnes, soit 51% de plus qu'en 2013. Les envois vers les pays tiers ont également progressé de 8% à 3 400 tonnes, grâce à une demande plus forte de la part des Etats-Unis et de l'Australie.

En revanche, les exportations bulgares de Kashkaval (fromage à pâte pressée non cuite) ont chuté de 14% à 3 100 tonnes face à une demande grecque en repli, les envois vers les pays tiers stagnants à 800 tonnes depuis quelques années.

3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

Les volumes se stabilisent... mais les prix montent toujours

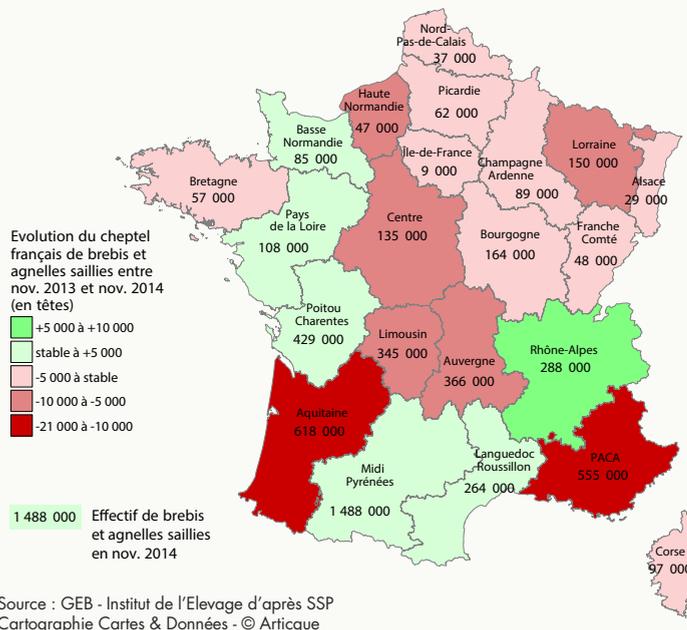
Après une année 2013 particulièrement morose, la filière ovine viande française a rebondi en 2014 : cheptel reproducteur et production se sont presque maintenus, et la consommation semble avoir résisté à une nouvelle hausse des prix. La volatilité accrue des cours au moment de Pâques et la baisse des prix des peaux ont néanmoins perturbé la filière.



CHEPTEL 2014

BREBIS ET AGNELLES SAILLIES

Le cheptel français de brebis et agnelles saillies a perdu 56 000 têtes en 2014, reculant à 5,48 millions de têtes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP
Cartographie Cartes & Données - © Articque

- 1%

C'est la baisse du cheptel français de brebis et d'agnelles saillies entre novembre 2013 et 2014.

Une décapitalisation atténuée en 2014

Le tassement des coûts de production et la hausse des prix de l'agneau ont ralenti la décapitalisation ovine en 2014. Cependant, des facteurs structurels continuent à peser, comme les difficultés de renouvellement des éleveurs ou la concurrence d'autres productions agricoles. Le taux de réforme est resté stable mais la rétention d'agnelles a progressé. Après une chute de 5% en 2013, le cheptel allaitant n'a perdu que 0,9% de son effectif en 2014, à 3,90 millions de têtes. En revanche, le cheptel laitier s'est érodé de 1,2%, tombant à 1,58 million de têtes.

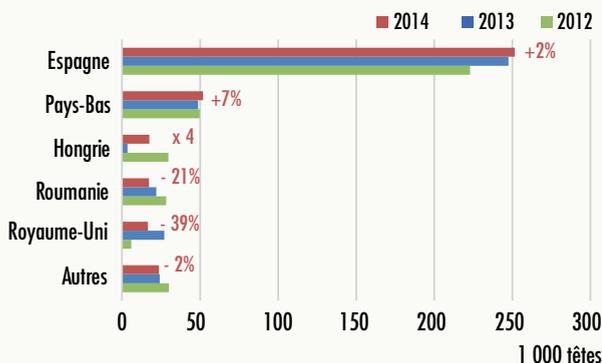
La région Midi-Pyrénées résiste

En 2014, Aquitaine et PACA ont toutes deux perdu une partie de leur cheptel, plutôt laitier en Aquitaine (-3%/2013) et allaitant en PACA (-4%). Les régions centrales sont également affectées, avec des pertes d'effectifs en Auvergne (-2%), Limousin (-2%) et Centre (-5%). En revanche, Midi-Pyrénées, première région ovine de France, a étoffé son cheptel allaitant (+1%) tout en maintenant le nombre de brebis laitières. De son côté, Rhône-Alpes regagne 8 000 brebis et retrouve presque son cheptel de 2012.

ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2014

IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS

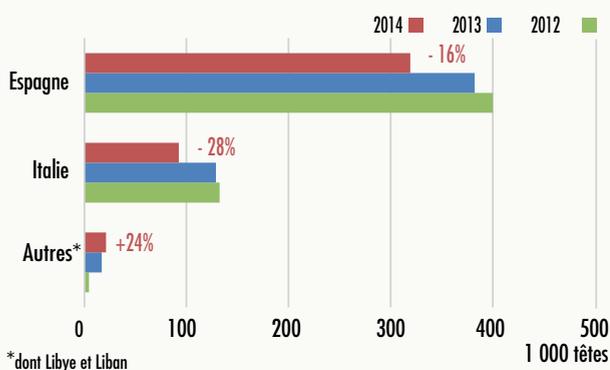
Les importations d'ovins vivants continuent à progresser (+2%). Les achats d'ovins adultes rebondissent (+29% à 52 000 têtes) alors que ceux d'agneaux s'érodent (-2% à 327 000 têtes).



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Douanes françaises

EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS

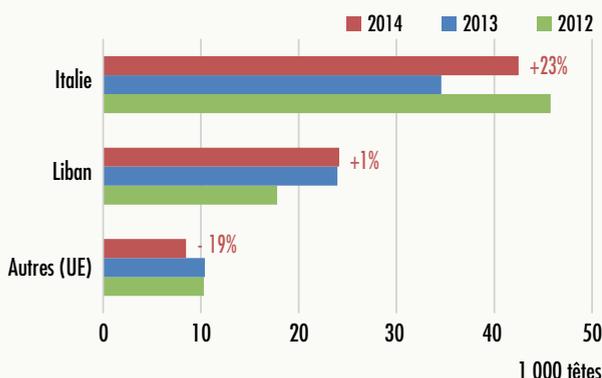
Les envois d'agneaux vivants tombent à 433 000 têtes. Les deux principales destinations, l'Espagne et l'Italie, ont réduit leurs achats.



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Douanes françaises

EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS

Les envois français d'ovins adultes vivants ont bondi de 9% en 2014, grâce au sursaut des exportations vers l'Italie.



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Douanes françaises

379 000 têtes

C'est le nombre d'ovins vivants importés en France en 2014.

Les deux-tiers des ovins vivants importés en France proviennent d'Espagne. Ces arrivages continuent de progresser, la consommation de viande ovine chez notre voisin ibérique étant toujours en berne. En 2014, ce sont ainsi 30% de plus d'ovins adultes qui sont venus d'Espagne (50 000 têtes), alors que les achats d'agneaux ont reculé (-4% à 202 000 têtes). Les importations d'agneaux vivants en provenance des Pays-Bas et de la Hongrie ont rebondi en 2014, alors que les envois britanniques vers la France sont retombés.

- 18%

C'est la chute des exportations françaises d'agneaux vivants en 2014.

L'érosion continue de la consommation d'agneau de lait en Espagne et en Italie et la hausse du prix des agneaux vifs français ont affecté les exportations de l'Hexagone. En décembre 2014 (mois concentrant la moitié des envois annuels), les exportations françaises d'agneaux ont ainsi reculé de 24% vers l'Espagne et de 16% vers l'Italie.

Sur 2014, les envois d'agneaux lourds (environ 40 kg de poids vif en moyenne) ont baissé de moitié vers le Liban (à 1 800 têtes, concentrés en août), mais ont continué à progresser vers la Libye (+23% à 12 500 têtes, concentrés en février et juin). Ces destinations non européennes ne représentent néanmoins que 3% des exportations françaises d'agneaux vifs sur l'année.

75 000

C'est le nombre d'ovins adultes vivants exportés par la France en 2014.

Après avoir chuté en 2013, les envois d'ovins adultes vivants vers l'Italie ont repris en 2014, à 42 000 têtes. La France a en effet profité de la moindre présence espagnole pour y regagner des parts de marché. La Roumanie se positionne néanmoins comme un concurrent émergent, avec des exportations vers l'Italie multipliées par 8 en 2014, à 18 000 têtes.

Par ailleurs la France a maintenu ses envois vers le Liban, profitant comme la Slovénie de la demande croissante et du retrait progressif de l'Espagne et de la Roumanie.

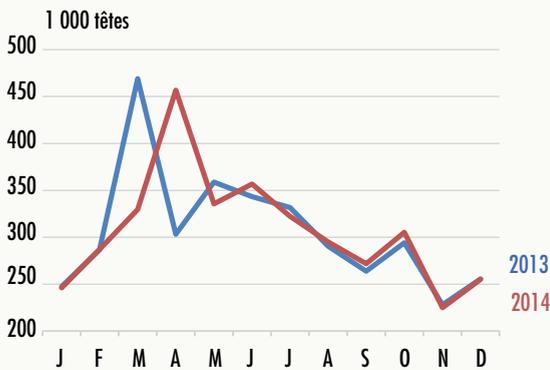
3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

+0,1%

C'est la hausse en têtes des abattages contrôlés d'ovins en France en 2014.

PRODUCTION 2014

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX

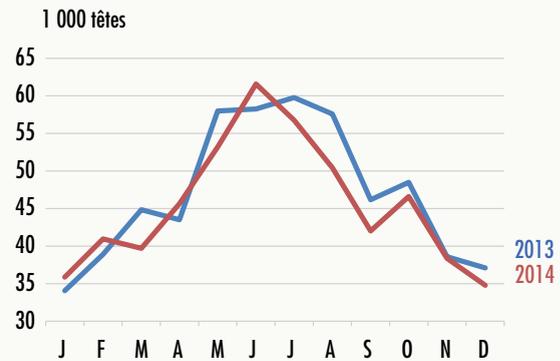


Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après SSP

Les abattages contrôlés* d'agneaux ont légèrement progressé en 2014, atteignant 3,7 millions de têtes (+0,7%, +24 000 têtes).

En prenant en compte la chute des exportations d'agneaux vivants, les sorties contrôlées d'agneaux des exploitations françaises (abattages contrôlés + exports en vif - imports en vif) ont enregistré un léger repli (-2% à 3,79 millions de têtes). Cette baisse s'explique par la contraction du cheptel reproducteur fin 2013 (-3% /2012), mais elle a été pondérée par le rebond de la productivité numérique des brebis en 2014.

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après SSP

Les abattages contrôlés* de réformes ont en revanche reculé de 3,6% à 545 000 têtes (-21 000 têtes).

Tenant compte de la forte progression des importations en vif en 2014, les sorties contrôlées de réformes des exploitations françaises ont reculé de 4,5% à 568 000 têtes. Le taux de réforme calculé par rapport au cheptel reproducteur de début d'année reste stable, malgré l'amélioration du contexte économique (hausse des prix de l'agneau et baisse modérée des coûts de production).

* Ne sont donc considérés dans cette publication que les chiffres des abattages contrôlés pour la France. Le coefficient de redressement habituellement utilisé (1,22), datant des années 1980, n'apparaît plus adapté à la réalité du secteur ovins français.

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS EN FRANCE

L'alourdissement des carcasses fait progresser les tonnages abattus de 0,8% à 80 500 téc en 2014.



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après SSP

Les bonnes conditions climatiques de 2014 ont stimulé la production fourragère. Parallèlement le prix des aliments a baissé pour la première fois en quatre ans. Cette situation favorable a permis aux éleveurs de produire des animaux plus lourds : les carcasses des agneaux ont gagné 1% à 17,9 kg de carcasse, et celles des ovins de réforme 2% à 26,3 kg, poids moyen le plus lourd depuis 2007.

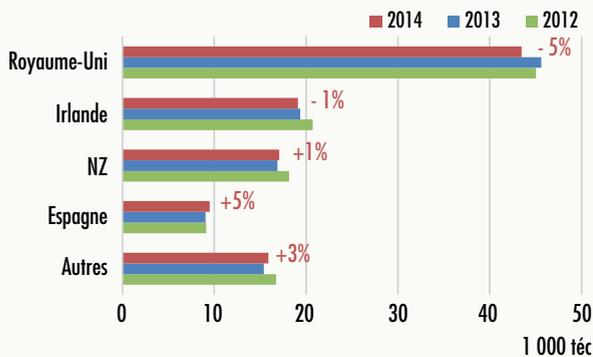
Les abattages d'agneaux ont ainsi progressé de 1,3% en volume à 66 100 téc, tandis que ceux de réformes reculaient de 1,5% à 14 300 téc.

-1%

C'est la baisse des importations françaises de viande ovine en 2014

IMPORTATIONS 2014

IMPORTATIONS FRANÇAISE DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Douanes françaises

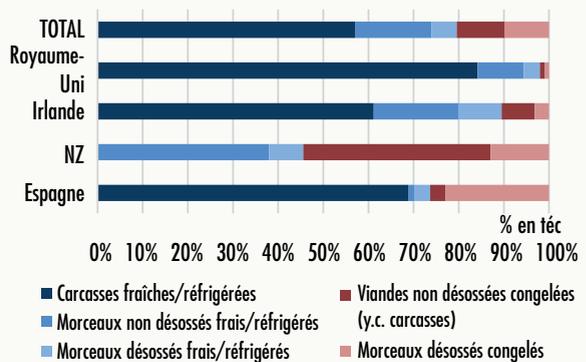
À 105 000 téc, les importations françaises de viande ovine ont à peine reculé en 2014, malgré des prix en hausse et une offre intérieure maintenue. Le Royaume-Uni reste notre fournisseur principal, mais ses envois vers la France reculent au profit des exports vers l'Asie et certains pays d'Europe.

Le bilan annuel des importations françaises cache un renversement des tendances entre le 1^{er} et le 2^{ème} semestre 2014. Les importations ont en effet grimpé de 6% sur la première moitié de l'année, comblant un manque d'agneau particulièrement criant au moment de Pâques, alors qu'elles ont reculé de 8% sur le 2^{ème} semestre, la demande retombant sous l'effet des prix élevés.

Les carcasses réfrigérées représentent toujours le gros des importations françaises, mais leur part a reculé de 4 points à 57% en 2014. En revanche, la part des viandes désossées réfrigérées passe de 4% à 6%. Le prix unitaire moyen de l'ensemble des importations bondit de 13% à 5,46 €/kg équivalent carcasse sur l'année, avec un pic en avril lié aux achats de la période pascale.

La baisse des disponibilités au Royaume-Uni et la réorientation de ses exportations vers l'Asie et d'autres pays de l'UE se sont traduites par un recul de 5% de ses envois vers la France, à 43 000 téc. Les carcasses fraîches d'agneaux représentent 81% des volumes, en

TYPES DE VIANDE OVINES IMPORTÉES



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Douanes françaises

baisse par rapport à l'année précédente. Le prix moyen de ces carcasses est en hausse de 7% à 5,0 €/kg.

Malgré une production en légère hausse en 2014, l'Irlande a réduit de 1% ses exportations vers la France, à 19 000 téc. Elle a d'un côté réduit ses expéditions de carcasses fraîches d'agneaux, leur part étant ramenée de 57% à 54% du total, et de l'autre accru celles de carcasses d'ovins de réforme (de 3% à 7% du total). Les carcasses fraîches d'agneaux se sont vendues en moyenne à 5,35 €/kg, soit 8% de plus qu'en 2013.

La France a légèrement accru ses achats de viande en provenance de Nouvelle-Zélande en 2014 (+1% à 17 000 téc), malgré des disponibilités plus limitées aux antipodes. Les viandes importées se sont renchéries en moyenne de 11% à 6,12 €/kg éc, même si l'évolution de leur composition a atténué la hausse des prix. Les achats de morceaux congelés non désossés ont en effet progressé de 4% à 6 800 téc alors que ceux de morceaux réfrigérés non désossés, plus chers, ont reculé de 3% à 6 500 téc.

Les importations françaises en provenance d'Espagne ont rebondi en 2014, à 9 000 téc (+5% /2013). Le gros des envois vers la France (69%) reste constitué de carcasses réfrigérées, pour 58% des ovins de plus de 12 mois.



Brebis de race charollaise.

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

CONSOMMATION 2014

BILAN FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

(1000 téc)	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2014/13
Abattages contrôlés	110	83	85	83	80	80	+0,8%
Imports vifs	10	7	4	5	6	6	+1,4%
Exports vifs	7	9	8	6	6	6	-6,2%
Production indigène brute	107	85	89	84	80	80	+0,2%
Imports viande	175	121	112	110	106	105	-1,2%
Exports viande	9	9	8	8	7	8	+7,1%
Consommation	275	195	189	185	179	178	-0,7%
Population (millions hab.)	60,5	64,6	64,9	65,2	65,5	65,8	+0,4%
Consommation/hab. (en kg)	4,6	3,0	2,9	2,8	2,7	2,7	-1,1%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Douanes françaises

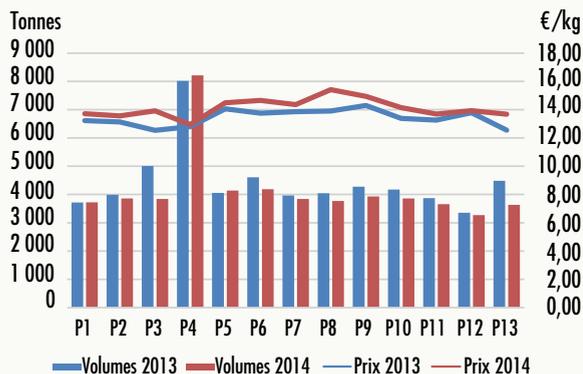
Moindre contraction de la consommation française

Après avoir diminué en moyenne de 4% par an entre 2007 et 2013, la consommation française de viande ovine calculée par bilan (abattages contrôlés + importations - exportations) s'est contractée de seulement 0,7% en 2014. C'est grâce à la stabilisation de l'offre indigène et à une baisse atténuée de l'offre importée. La consommation par habitant s'est érodée de 1% à 2,7 kg équivalent carcasse. Le taux d'autosuffisance en viande ovine, c'est-à-dire la part de la consommation française couverte par les abattages nationaux, se maintient depuis quelques années à 45%.

On constate cependant des écarts croissants entre l'évolution de la consommation calculée par bilan et celle suivie par le principal panel de consommateurs français (voir ci-dessous), mais ce dernier ne prend pas en compte la restauration hors domicile.

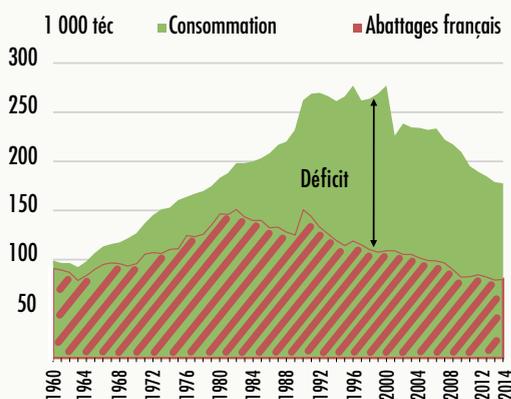
ACHATS DE VIANDE D'AGNEAU PAR LES MÉNAGES

Les achats de viande d'agneau par les ménages français (hors RHD) ont chuté de 6% en 2014, face à une forte hausse des prix au détail.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar / Interbev

ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes françaises et Eurostat

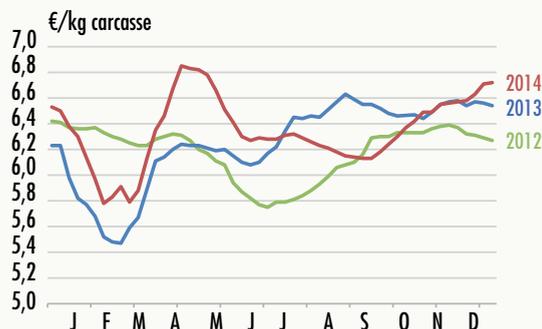
À 13,7 €/kg en moyenne, le prix de l'agneau au détail relevé par le panel Kantar a gagné 66 centimes en 2014 (+5%/2013). Le climat économique restant morose en France, cette hausse des prix a réduit la clientèle : seulement 53,6% des ménages ont acheté de la viande d'agneau en 2014 contre 55,2% en 2013. De plus, la hausse des prix a pénalisé les quantités moyennes achetées par acte d'achat, en baisse de 33 grammes à 0,736 kg.

Ce sont les ménages entre 35 et 64 ans qui ont surtout restreint leurs achats (-13% en volume), alors que ceux de 65 ans et plus ont quasi maintenu les leurs (-0,4%). La part des ménages les plus âgés dans les achats d'agneau (hors RHD) est ainsi portée de 40% à 42% de 2013 à 2014.

PRIX 2014

COTATION DE L'AGNEAU FRANÇAIS*

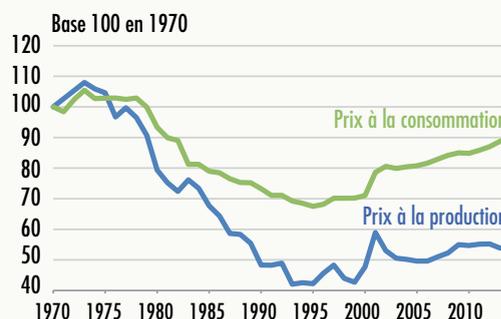
À 6,35 €/kg de carcasse en moyenne annuelle, le Prix Moyen Pondéré des régions de l'agneau dépasse de 2% son niveau de 2013. C'est le prix le plus élevé depuis 2001.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

PRIX DÉFLATÉS À LA PRODUCTION ET À LA CONSOMMATION

Les prix à la consommation ont progressé plus vite que les prix à la production en 2014 ; leur écart continue donc à se creuser.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE

Des prix record à Pâques

Le manque chronique de disponibilités françaises s'accroît, surtout au premier semestre, tirant les prix à la hausse. Le cours français de l'agneau est ainsi resté supérieur en 2014 aux valeurs des années précédentes, sauf durant l'été.

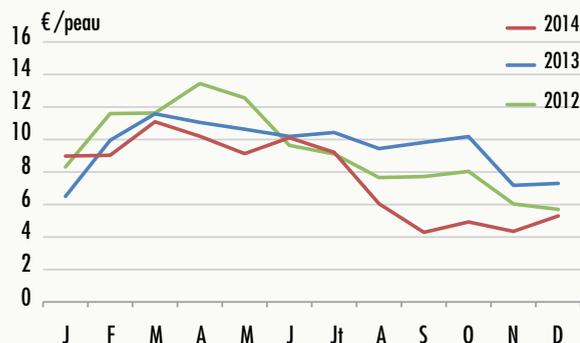
Après une baisse saisonnière hivernale un peu moins marquée qu'en 2013, le cours français de l'agneau s'est redressé brutalement à l'approche de Pâques. La pénurie en agneaux français a été particulièrement marquée pendant le pic annuel de demande, provoquant une bulle de prix : le PMP a atteint un niveau record de 6,85 €/kg de carcasse à la mi-avril avant de dégringoler les semaines suivantes. Cette retombée des prix a été amplifiée par la baisse concomitante du prix des peaux d'agneaux. Après un creux estival plus marqué qu'en 2013, les cours sont repartis à la hausse à l'automne, finissant l'année à des niveaux élevés.

*Attention ! La méthode de calcul du PMP a changé depuis la mise en place du nouveau système de cotations ovines « entrée abattoir » en janvier 2013. Les comparaisons des cotations de l'agneau français avant et après cette date doivent donc être prudentes !

EXPORTATIONS DE LAINES ET PEAUX 2014

PRIX DES PEAUX LAINÉES D'AGNEAUX EXPORTÉES

La moindre demande de la part des pays tiers a affecté le prix moyen unitaire des peaux lainées d'agneaux exportées, en chute de 20% à 7,7 € en 2014.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La Turquie et la Chine achètent moins de peaux

Les envois de peaux d'agneaux, qui représentent 80% des exportations françaises de peaux lainées, ont chuté vers la Turquie (-22% à 1,02 million) et la Chine (-28% à 692 000) en 2014. Le durcissement des réglementations sur la gestion des effluents et le ralentissement de la croissance économique en Chine ont en effet affecté le secteur du tannage en Asie. La hausse des ventes sur l'Espagne et sur l'Italie n'a pas comblé ce ralentissement. Les envois toutes destinations confondues ont ainsi baissé de 10% à 2,9 millions de pièces.

Les envois de peaux lainées d'ovins adultes vers les pays tiers ont également reculé, tombant à 472 000 pièces (-12%). Mais ils ont doublé vers le reste de l'UE (+112% à 228 000 pièces), portant les expéditions totales à 700 000 pièces, 4% de plus qu'en 2013. À 3,4 €, leur prix unitaire moyen a cependant chuté de 35% par rapport à l'année précédente.

Progression des exportations de laine

Les exportations françaises de laine ont augmenté de 2% en 2014, à 110 000 tonnes. Les laines brutes non lavées, qui représentent 80% des envois, se sont vendues à 1,4 €/kg, 3% plus cher qu'en 2013.

4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



La consommation reste orientée à la baisse

En 2014, l'accroissement de la production au Royaume-Uni, et dans une moindre mesure en Roumanie, en Irlande et aux Pays-Bas, a permis de stabiliser la production européenne de viande ovine, malgré le recul des abattages en Espagne, en Allemagne, en Italie et en Grèce. Le repli des importations depuis l'Océanie a toutefois limité les disponibilités européennes et la pression exercée sur les cours européens de l'agneau. A l'exception du Royaume-Uni, de l'Irlande et de la Suède, la consommation a poursuivi sa baisse dans la plupart des pays européens.

63 millions de têtes

C'est le cheptel de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne en décembre 2014.

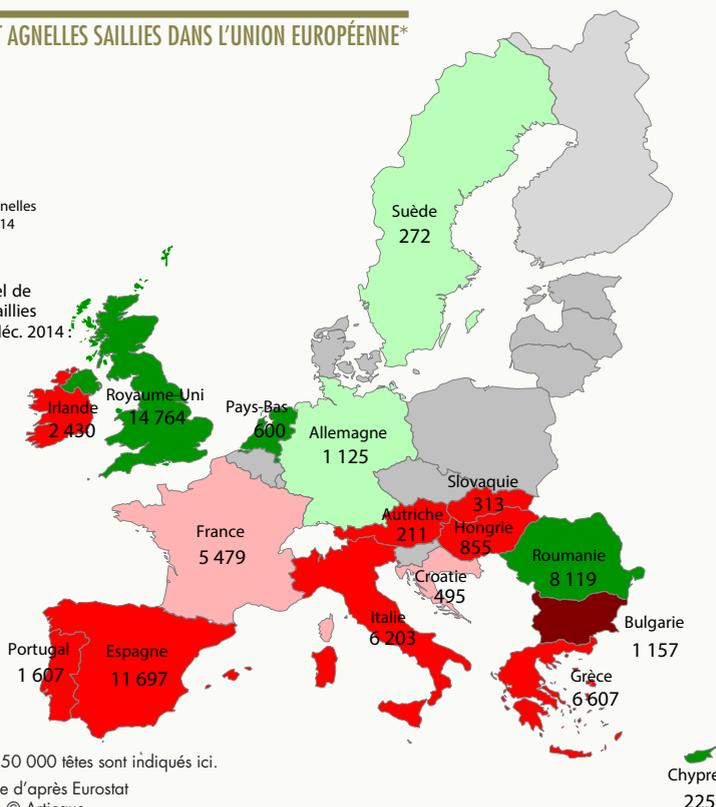
CHEPTEL 2014

LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE*

5 479 Effectifs de brebis et agnelles saillies en décembre 2014 (en milliers de têtes)

Evolution du cheptel de brebis et agnelles saillies entre déc. 2013 et déc. 2014 :

- -3% à -8,5%
- de -3% à -1,5%
- de -1,5% à 0
- de 0 à +1,5%
- de +1,5% à +3%
- Plus de 3%



Le cheptel ovin reproducteur européen s'est stabilisé entre fin 2013 et fin 2014. La progression des cheptels britannique (+427 000 têtes) et roumain (+224 000 têtes) a en effet compensé l'importante baisse des effectifs de brebis et d'agnelles saillies enregistrée en Espagne (-251 000 têtes), en Grèce (-126 000 têtes), en Italie (-120 000 têtes) et en Bulgarie (-103 000 têtes).

*Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués ici.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Artique

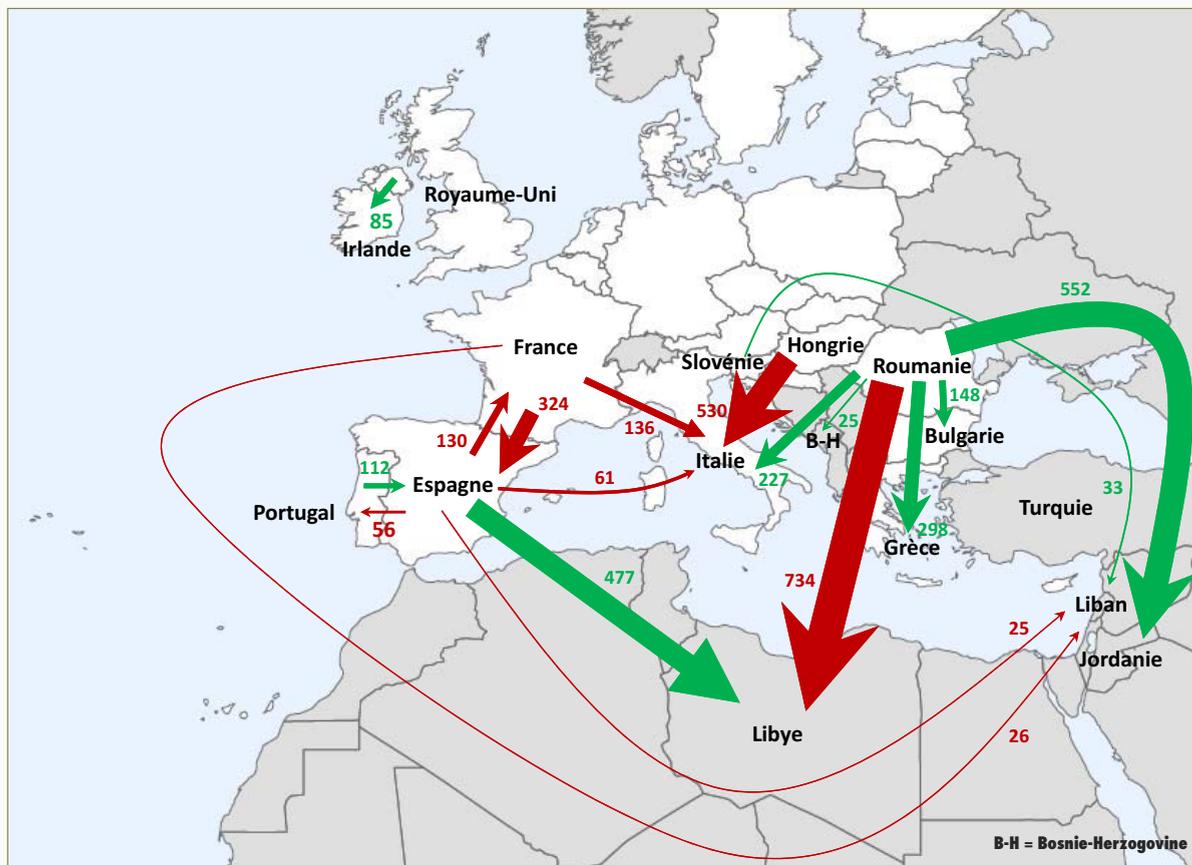
FLUX D'OVINS VIVANTS

+7%

PRINCIPAUX FLUX D'OVINS VIVANTS*

La réorientation des flux européens d'ovins vivants vers les pays du pourtour méditerranéen s'est poursuivie en 2014.

C'est la hausse des exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers en 2014.



* Milliers d'ovins vivants envoyés par les pays exportateurs. Pour les échanges intra-européens, seuls les flux de plus de 50 000 têtes sont représentés.

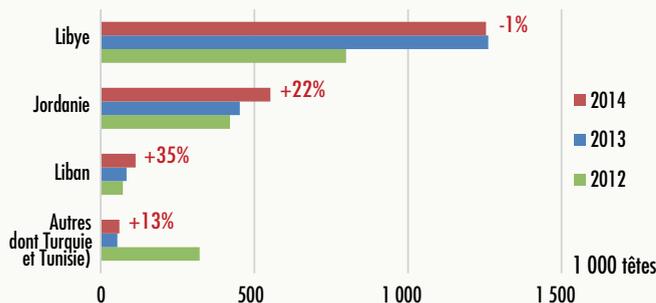
Pour les échanges avec les pays tiers, seuls les flux de plus de 25 000 têtes sont représentés.

Les flux en augmentation par rapport à 2013 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'OVINS VIVANTS

Les exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers ont atteint un nouveau record, à 2 millions de têtes en 2014.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

A 1,8 million de têtes, les exportations européennes d'ovins adultes vivants ont grimpé de 12% grâce au dynamisme des envois vers la Libye (+7% à 1,2 million de têtes), la Jordanie (+27% à 514 000 têtes) et le Liban (+13% à 88 000 têtes).

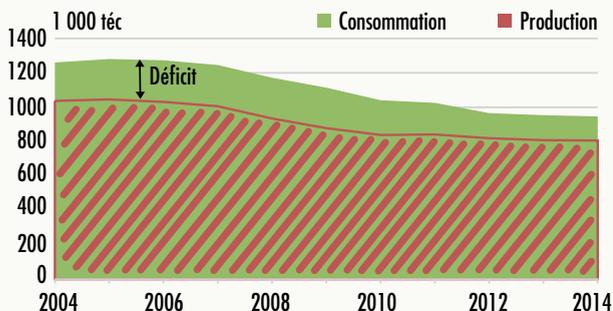
Les envois en vif d'agneaux sont en revanche tombés à 170 000 têtes (-29% /2013) en raison du recul des exports vers la Libye (-53% à 78 000 têtes) et la Jordanie (-18% à 38 000 têtes). Ils ont toutefois fortement progressé à destination du Liban (x4 à 25 000 têtes).

La Roumanie reste le principal fournisseur européen des pays tiers du pourtour méditerranéen avec 1,3 million d'ovins vivants exportés en 2014 (+1%), suivie par l'Espagne (+27% à 515 000 têtes) et la France (+1% à 39 000 têtes).

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE À 28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 28

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014	2014/13
Abattages*	839	842	820	809	807	=
Importations de viande	213	197	168	178	169	-5%
Exportations de viande	10	13	22	32	29	-11%
Consommation par bilan	1041	1026	966	954	947	-1%

*Abattages redressés pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France (abattages contrôlés).

Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

Malgré une production stable en Europe par rapport à 2013, la consommation européenne de viande ovine s'est à nouveau contractée en 2014.

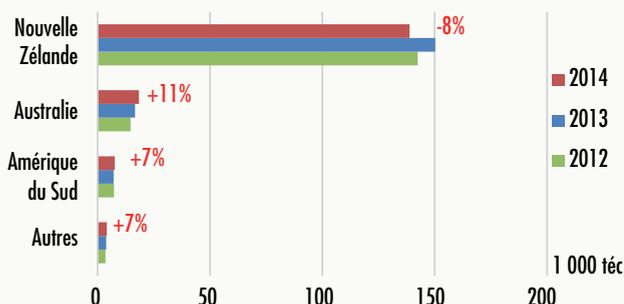
En baisse sur le long terme, la production européenne de viande ovine s'est stabilisée autour de 807 000 téc en 2014. L'important essor des abattages au Royaume-Uni et les petites hausses de production observées en Roumanie, en Irlande et aux Pays-Bas ont en effet contrebalancé la chute des volumes produits en Espagne, en Allemagne, en Italie et en Grèce.

L'Union européenne est structurellement déficitaire en viande ovine et dépend donc des importations pour satisfaire un cinquième de sa consommation. La baisse des achats en provenance des pays tiers en 2014, n'a pas été totalement compensée par le recul des exportations et la consommation européenne a été directement affectée : elle a diminué de 1% à 947 000 téc.

Avec une population en légère hausse dans l'UE en 2014 (+0,3% à 507 millions d'habitants), la consommation par habitant a diminué de 1% à 1,9 kg équivalent carcasse.

IMPORTATIONS 2014

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

-5%

C'est la baisse des importations européennes de viande ovine en 2014.

Les achats européens de viande ovine en provenance des pays tiers sont tombés à 169 000 téc en 2014, suite à la chute des envois depuis la Nouvelle-Zélande.

La progression des importations en provenance d'Australie (+11% à 18 000 téc) et d'Amérique du Sud (+7% à 800 téc) reste loin de compenser le recul des expéditions de viande néozélandaise (-8% à 139 000 téc). Malgré le tassement de ses disponibilités et la réorientation d'une partie de ses exportations vers l'Asie, la Nouvelle-Zélande reste toutefois, et de loin, le 1^{er} fournisseur de l'UE (82% des importations totales en 2014).

À 5,79€/kg équivalent carcasse en 2014, le prix moyen des viandes importées était en hausse de 12% par rapport à 2013.

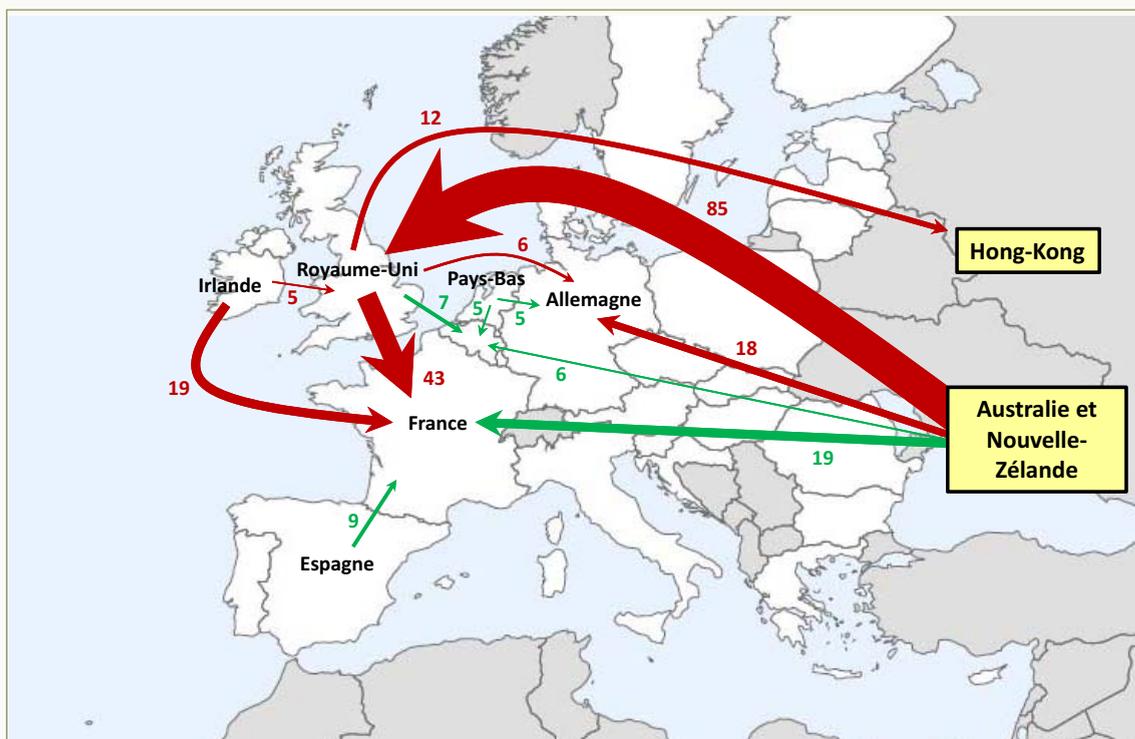
ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2014

-11%

LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2014

En 2014, le recul des arrivées en provenance d'Océanie a été particulièrement marqué vers le Royaume-Uni, limitant les disponibilités britanniques à l'export. Le 1^{er} exportateur européen de viande ovine a ainsi diminué ses envois, notamment vers la France. En outre, avec la baisse de la demande chinoise sur la fin d'année, les exportations européennes vers Hong-Kong ont chuté de 15% à 15 000 téc en 2014 (elles sont principalement fournies par le Royaume-Uni).

C'est la baisse des exportations européennes de viande ovine vers les pays tiers en 2014, à 29 000 téc.



* Volumes reçus en tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs. Seuls les flux de plus de 5 000 téc sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2013 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB – Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

CONTINGENTS TARIFAIRES D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE

En 2014, le taux de remplissage des contingents tarifaires européens a baissé de 4 points par rapport à 2013, à 64%.

	2012		2013		2014	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	228 254	70%	228 254	73%	228 254	68%
Argentine	23 000	8%	23 000	4%	23 000	6%
Australie	19 186	86%	19 186	100%	19 186	100%
Chili	6 800	46%	7 000	57%	7 200	49%
Uruguay	5 800	60%	5 800	55%	5 800	56%
Autres	2 870	22%	2 870	22%	2 870	36%
TOTAL	285 910	65%	286 110	68%	286 310	64%

Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires. Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (aujourd'hui Organisation Mondiale du Commerce) en 1994. Ces envois bénéficient en effet d'une exonération totale de droits de douane (ils seraient prohibitifs si appliqués à taux plein).

Alors qu'il était systématiquement saturé jusqu'en 2009, le remplissage du quota attribué à la Nouvelle-Zélande (80% du contingent global UE) suit une tendance à la baisse depuis plusieurs années en raison de la réorientation des envois néozélandais vers l'Asie. Après un rebond en 2013 lié au sursaut des disponibilités dans le pays, il est retombé à 68% en 2014.

Des autres contingents, seul le quota australien a été entièrement rempli en 2014. Il reste néanmoins dix fois moindre que le contingent néozélandais.

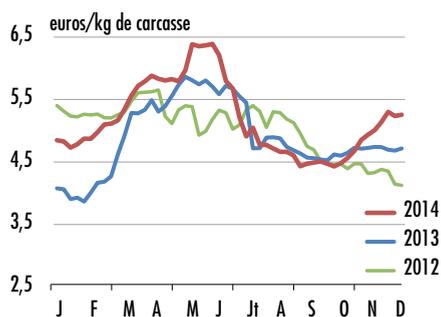
2 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPEENNE ROYAUME-UNI



DONNÉES REPÈRES (2014)

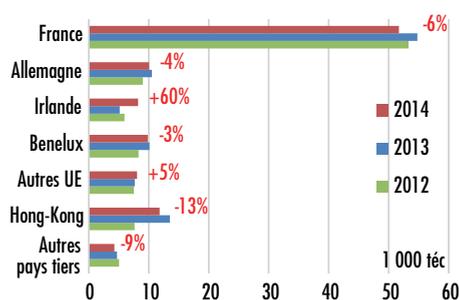
- Cheptel : 14,8 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 4,5 kg éc/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 33%
- Part des exportations dans la production : 35%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après la Commission européenne

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

1 000 téc

Abattages

Importations de viande ovine

Exportations de viande ovine

Consommation par bilan

	2010	2011	2012	2013	2014	2014/13
Abattages	277	289	275	289	298	+3%
Importations de viande ovine	111	97	94	107	98	-9%
Exportations de viande ovine	91	98	97	106	104	-2%
Consommation par bilan	298	287	273	290	292	+1%

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat et Eblex

Boostée par les bonnes conditions climatiques et fourragères, la production britannique a de nouveau progressé en 2014. La baisse des importations est toutefois venue limiter les disponibilités à l'export.

La météo favorable a encouragé l'essor de la production

La stabilisation du nombre de brebis et d'agnelles saillies fin 2013 (à 14,3 millions) et l'amélioration de leurs performances de reproduction, grâce aux bonnes conditions climatiques et fourragères, ont entraîné l'augmentation des naissances d'agneaux au Royaume-Uni en 2014. Les abattages d'agneaux ont grimpé de 3% sur l'année, à 12,85 millions de têtes, malgré un recul au 1^{er} trimestre (-4% /2013), lié à la baisse du nombre d'agneaux de report et au décalage de Pâques au mois d'avril. Après une forte progression en 2013, les abattages d'ovins de réforme ont en revanche chuté de 13% à 1,8 million de têtes. L'alourdissement des carcasses (+2% en moyenne pour les agneaux, à 19,4 kg ; +5% pour les réformes à 27,3 kg) a toutefois permis à la production britannique de viande ovine d'augmenter de 3% à 298 000 téc en 2014.

Fin 2014, le cheptel reproducteur britannique enregistrait une progression de 3% à 14,8 millions de têtes.

Repli des importations de viande ovine

Après un rebond en 2013, les importations britanniques de viande ovine sont tombées à 97 500 téc en 2014 (-9%). Le sursaut des achats de viande australienne (+11% à 14 700 téc) n'a pas compensé la chute des arrivées néozélandaises (-9% à 70 000 téc) et européennes (-29% à 10 100 téc). Ces importations étaient constituées à 59% de viandes congelées.

Exportations en baisse, notamment vers les pays tiers

La légère progression de la consommation (+1% calculée par bilan), combinée au recul des importations, a limité les disponibilités de viande ovine britannique pour l'export à 104 000 téc (-2%). Composés à 71% de viandes fraîches avec os, les envois étaient stables vers l'UE à 88 000 téc. Mais ils étaient en recul de 12% vers les pays tiers en raison de la chute sur la fin d'année des exportations vers Hong-Kong, porte d'entrée « grise » du marché chinois. Malgré une baisse de 6% des expéditions (à 51 700 téc), la France reste de loin le premier débouché, absorbant la moitié des envois britanniques.

Les cours de l'agneau lourd repartent à la hausse

Après avoir plongé début 2013, la cotation britannique a bénéficié en 2014 de la baisse de la pression à l'import (moins de disponibilités à des prix plus élevés) et de l'appréciation de la livre sterling par rapport à l'euro. A 5,18€/kg de carcasse en moyenne annuelle, elle dépassait ainsi de 6% sa valeur de 2013, avec notamment une baisse saisonnière moins marquée en début d'année. Cette hausse s'est répercutée sur le prix des exportations britanniques (+6% à 4,48 €/kg éc).

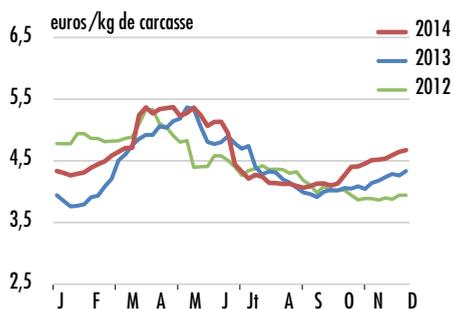
2 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPEENNE IRLANDE



DONNÉES REPÈRES (2014)

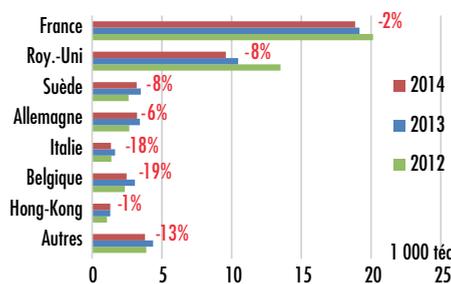
- **Cheptel : 2,4 millions de brebis et agnelles saillies**
- **Consommation : 4,1 kg éc/habitant**
- **Part des exportations dans la production : 75%**

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat [d'après *BordBia*, il est vraisemblable que certains de ces chiffres soient sous-estimés pour 2014]

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014	2014/13
Abattages	48	48	54	57	58	+1%
Importations de viande ovine	3	4	4	5	5	-3%
Exportations de viande ovine*	38	42	48	47	44	-7%
Consommation par bilan	13	9	10	15	19	+23%

* D'après *BordBia*, la baisse des exportations en 2014 aurait été plus limitée (-3% / 2013 à 46 000 téc)

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *Bord Bia*

La baisse de la demande européenne a pesé sur les exportations irlandaises de viande ovine en 2014, alors même que la production intérieure enregistrait une petite progression.

Légère hausse de la production...

Malgré un cheptel reproducteur en baisse de 1% fin 2013, les abattages irlandais d'agneaux sont restés stables en 2014 à 2,5 millions de têtes, alors que les abattages d'ovins adultes reculaient à 362 000 têtes (-6% /2013). La production irlandaise de viande ovine a toutefois progressé de 1% à 57 900 téc, grâce à la hausse des poids des carcasses (+2% pour les agneaux à 19,6 kg ; +1% pour les ovins de réformes à 25 kg) permise par la bonne pousse de l'herbe au cours de l'année.

Face à la baisse du taux de rétention d'agnelles de renouvellement, les effectifs irlandais de brebis et d'agnelles saillies sont tombés à 2,3 millions de têtes fin 2014 (-2% /2013).

... mais moins d'exportations de viande ovine

Les exportations irlandaises paraissent avoir pâti l'an passé du tassement de la consommation européenne de viande ovine et de la concurrence toujours forte exercée par le Royaume-Uni sur ce marché. À 44 000 téc, les envois irlandais auraient ainsi chuté de 7% d'après les chiffres publiés sur Eurostat, avec notamment un recul de 6% vers l'UE à 41 000 téc. Alors que l'Irlande importe peu de viande ovine (4 400 téc en 2014, soit -2% /2013) et exporte la majeure partie de sa production, ce repli des exportations est venu soutenir la consommation intérieure. Cependant, ces chiffres restent sujets à caution. On peut en effet douter d'une telle augmentation (+23% !!) de la consommation calculée par bilan. Il est probable que les exportations aient été notablement sous-estimées dans les statistiques transmises à Eurostat !

Avec 19 000 téc (-2%), la France reste la première destination des exportations irlandaises, suivie par le Royaume-Uni (-8% à 9 600 téc), la Suède (-8% à 3 200 téc) et l'Allemagne (-6% à 3 200 téc). Ces envois étaient constitués selon Eurostat pour 48% de viandes fraîches avec os, 23% de viandes fraîches sans os, 20% de viandes congelées sans os et pour 9% de viandes congelées avec os. À 4,52 €/kg équivalent carcasse en moyenne sur l'année 2014, leur prix unitaire était stable par rapport à 2013.

Embellie des cours de l'agneau

À 4,6 €/kg en moyenne sur l'année 2014, la cotation irlandaise de l'agneau lourd était en hausse de 4% par rapport à 2013. La baisse saisonnière des cours en début d'année a notamment été moins marquée qu'en 2013 grâce à la diminution du nombre d'agneaux de report.

2 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPEENNE

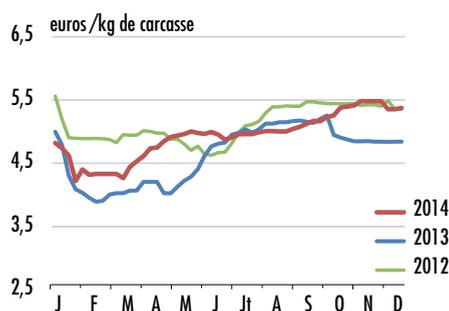
ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES (2014)

- **Cheptel : 11,7 millions de brebis et agnelles saillies**
- **Consommation : 1,9 kg éc/habitant**
- **Part des exportations (viande ovine) dans la production : 30%**
- **Exportations d'ovins vivants : 763 000 têtes soit 7,5% des sorties des exploitations ovines**

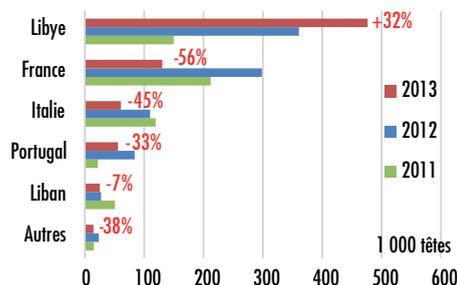
COTATION DE L'AGNEAU LOURD* EN ESPAGNE



* > 13 kg éc

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS*



* Chiffres d'exportations depuis l'Espagne pouvant différer de ceux publiés dans les douanes des pays importateurs.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014	2014/13
Abattages	131	131	122	118	112	-5%
Importations de viande ovine	14	13	8	8	8	-2%
Exportations de viande ovine	29	30	34	36	34	-5%
Consommation par bilan	116	113	96	91	86	-5%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La baisse de la production et de la consommation de viande ovine se poursuit en Espagne.

Nouveau bond des exportations d'ovins adultes vivants

Boostées par le dynamisme des envois vers la Libye (+42% à 443 000 têtes), les exportations en vif d'ovins adultes espagnols ont grimpé de 22% à 525 000 têtes en 2014. Elles se sont toutefois repliées vers la France (-17% à 40 000 têtes) et le Liban (-11% à 24 000 têtes). Les exportations d'agneaux vivants ont à l'inverse été divisées par deux à 238 000 têtes, avec la chute des envois vers la France, l'Italie, le Portugal et la Libye. Face au repli de la consommation intérieure, les importations espagnoles d'ovins vivants, constituées essentiellement d'agneaux de lait français, ont également diminué de 16% à 373 000 têtes.

La production de viande ovine baisse encore

Avec 9,1 millions de têtes, les abattages d'agneaux ont baissé de 6% par rapport à 2013, affectés notamment par le recul du cheptel reproducteur en début d'année (-3,1% à 11,95 millions de têtes). Dans le même temps, les abattages d'ovins adultes ont augmenté de 7% à 652 000 têtes, ce qui a atténué la diminution de la production de viande ovine espagnole qui perd tout de même 5% (à 112 000 téc). Le bond concomitant des abattages d'ovins de réforme et des exports en vifs d'ovins adultes a entraîné une nouvelle baisse du cheptel reproducteur (-2,1% à 11,7 millions têtes fin 2014). Les effectifs de femelles laitières ont ainsi reculé de 5,3% (à 2,45 millions de têtes), tandis que les femelles allaitantes diminuaient de 1,2% (à 9,25 millions de têtes).

Léger repli des exportations de viande ovine

Poursuivant la tendance des années précédentes, la consommation des ménages espagnols a encore reculé en 2014, entraînant une moindre demande à l'import (-2% à 8 200 téc). Plus prononcé que celui de la demande intérieure, le repli de la production a en outre limité les volumes de viande ovine disponibles pour l'export qui ont chuté de 5% à 34 000 téc. Les envois vers l'UE ont ainsi baissé de 4% à 28 000 téc, tandis que ceux à destination des pays tiers reculaient de 9% à 5 800 téc.

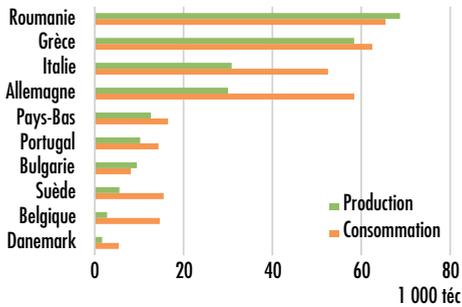
Remontée des cours des agneaux

Malgré une consommation en berne, la baisse des disponibilités espagnoles et le renchérissement des cotations européennes ont redonné de la vigueur aux cours de l'agneau en Espagne. À 4,93 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année, la cotation de l'agneau lourd était supérieure de 6% à celle de 2013, alors que le cours de l'agneau de lait affichait une augmentation de 10% en moyenne sur novembre et décembre, à 10,2 €/kg de carcasse.

2 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPEENNE AUTRES PAYS DE L'UE

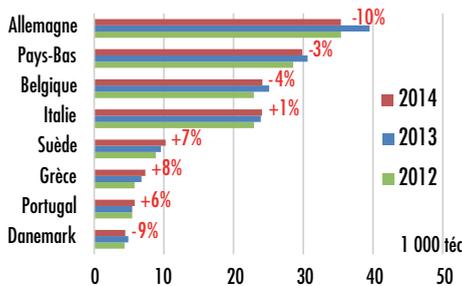


PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2014



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ISMEA

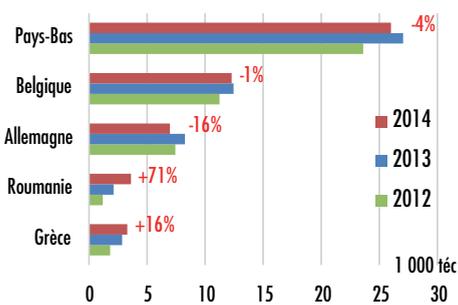
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

La baisse des importations de viande ovine pèse sur la consommation

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 7% de la production et 12% de la consommation européenne en 2014. Déficitaires en viande ovine, ils dépendent en majeure partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique et, dans une moindre mesure, l'Allemagne sont en outre d'importantes plateformes d'échanges et réexpédient une partie des volumes importés. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,6 kg équivalent carcasse en Suède, 1,3 kgéc en Belgique, 1,0 kgéc aux Pays-Bas et au Danemark, 0,7 kgéc en Allemagne) et orientées plutôt à la baisse sauf en Suède.

À l'exception de l'Allemagne, qui a vu sa production reculer (-9% /2013 à 30 000 téc) suite au repli de son cheptel reproducteur fin 2013 (-5% à 1,1 million de têtes), la production a progressé dans les autres pays en 2014 : +4% aux Pays-Bas en en Suède à respectivement 12 700 et 5 600 téc et +6% en Belgique et au Danemark à 2 800 téc et 1 700 téc.

La diminution des importations de viande ovine liée au tassement des disponibilités mondiales a toutefois eu un impact important sur leur consommation. Malgré le recul de leurs exportations de viande ovine, la consommation calculée par bilan a chuté en Allemagne (-9% à 58 000 téc), en Belgique (-4% à 15 000 téc) et au Danemark (-5% à 5 400 téc). La consommation a toutefois progressé de 5% aux Pays-Bas à 16 500 téc, ainsi qu'en Suède (+5% à 15 500 téc), le seul pays d'Europe du Nord dont les importations de viande ovine ont augmenté en 2014.

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

Consommation en berne

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 22% de la production et 21% de la consommation de l'Union européenne de viande ovine en 2014. La viande ovine y est issue de cheptels à dominante laitière et la consommation porte essentiellement sur des agneaux légers (< 13 kg éc). Alors que la consommation par habitant est élevée en Grèce (5,7 kgéc) et en Roumanie (3,3 kgéc), elle est plus faible au Portugal (1,4 kgéc), en Bulgarie (1,1 kgéc) et en Italie (0,9 kgéc).

En 2014, la production a progressé en Roumanie (+1% à 68 700 téc) et au Portugal (+3% à 10 200 téc) et s'est stabilisée en Bulgarie (à 9 500 téc). L'essor des exportations de viande ovine est toutefois venu limiter les disponibilités intérieures dans ces pays : la consommation par bilan aurait baissé de 2% en Roumanie (à 65 500 téc), de 1% au Portugal (à 14 400 téc) et de 4% en Bulgarie (à 8 100 téc).

La production a en revanche chuté en Grèce (-4% à 58 400 téc) et en Italie (-10% à 30 800 téc). La situation est en effet restée difficile en Sardaigne, où se concentre 40% du cheptel ovin italien, en raison de la Fièvre Catarrhale Ovine. La hausse des importations de viande ovine n'a pas suffi à compenser ces reculs de production dans ces pays, entraînant la diminution de 4% des consommations grecque (à 62 500 téc) et italienne (à 52 500 téc).

5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE CHINE



DONNÉES REPÈRES (2013)

- **Cheptel : 150 millions de têtes** (China Statistical Yearbook 2013)
- **Production : 2,1 millions de téc** (FAOSTAT 2013)
- **Consommation de viande ovine : 1,7 kg éc/habitant**

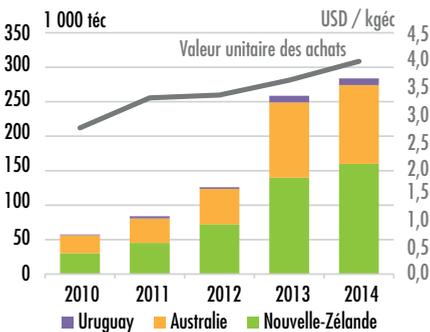
ÉVOLUTION DES PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



* 1 Yuan Chinois (RMB) ≈ 0,15 €

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ministère chinois de l'agriculture

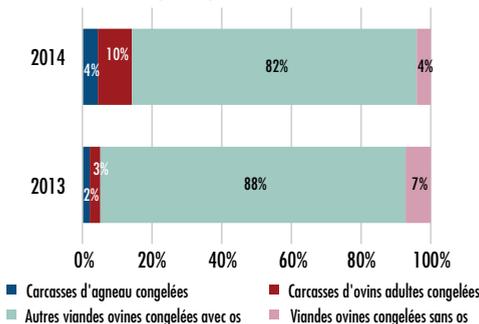
IMPORTATIONS CHINOISE DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trademap

COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE (2014)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trademap

La décapitalisation causée par la sécheresse sévissant en Mongolie intérieure aurait entraîné un sursaut de la production de viande ovine dans le pays. Alors que la consommation chinoise continue de croître au rythme du pouvoir d'achat des ménages, cette hausse a permis à la Chine de limiter l'augmentation de ses importations.

Des abattages en hausse

Si l'absence de statistiques fiables ne permet pas de suivre précisément l'évolution de la production chinoise de viande ovine, il semblerait que les abattages d'ovins aient fortement progressé dans le pays en 2014. La sécheresse sévère ayant touché la Mongolie intérieure, région où se concentre l'essentiel du cheptel ovin chinois, aurait en effet entraîné une importante décapitalisation. Malgré l'allègement des carcasses, ce sursaut des abattages aurait ainsi conduit à l'augmentation de la production.

Stabilisation des prix sur le marché intérieur

Après des augmentations de l'ordre de 20% par an ces trois dernières années, le prix de gros de la viande ovine s'est stabilisé à partir du mois de mai 2014, à 65 RMB/kg (≈10 €). Cette stabilisation reflète un certain équilibre entre l'offre et la demande sur le marché intérieur.

Ralentissement de la hausse des importations

Alors qu'elles avaient doublé en 2013, les importations chinoises de viande ovine ont encore progressé en 2014, mais de 10% seulement, à 284 000 téc. En hausse jusqu'au mois de mai, elles se sont ensuite repliées à partir de juin, l'augmentation de la production intérieure ayant plus que couvert l'accroissement de la demande chinoise.

Avec des volumes en hausse de 14% à 160 000 téc en 2014, la Nouvelle-Zélande reste le principal fournisseur de la Chine, suivi par l'Australie (+5% à 114 300 téc) et l'Uruguay (+1% à 9 700 téc). Ces trois pays sont les seuls aujourd'hui à pouvoir exporter de la viande ovine directement vers la Chine. Les flux officieux via Hong-Kong se sont toutefois développés ces dernières années.

À 3,97 USD / kg éc en moyenne sur 2014 (≈ 2,96 €), la valeur unitaire des marchandises importées était en hausse de 10% par rapport à 2013. Ces achats restent constitués uniquement de viande ovine congelée, à 96% non désossée. La part des carcasses (d'ovins adultes pour les 2/3) est montée de 5% à 14% des volumes en un an, preuve que tous les morceaux et non plus les seuls avants commencent à trouver leur place sur le marché chinois.



Un élevage ovien en Mongolie intérieure.

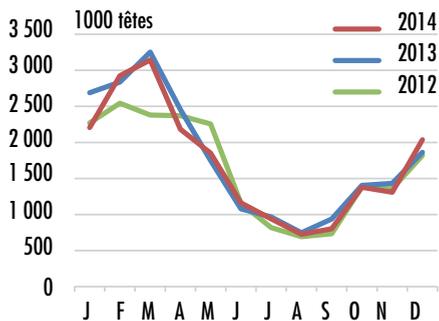
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE



DONNÉES REPÈRES (2014)

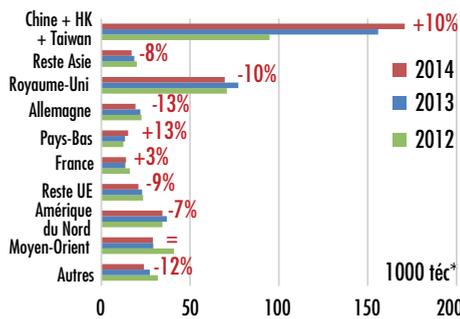
- Cheptel : 19,7 millions de brebis reproductrices (juin 2014)
- Production de viande ovine : 486 000 téc
- Part de la production exportée : 85%

ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source: GEB - Institut de l'Elevage d'après NZ Statistics

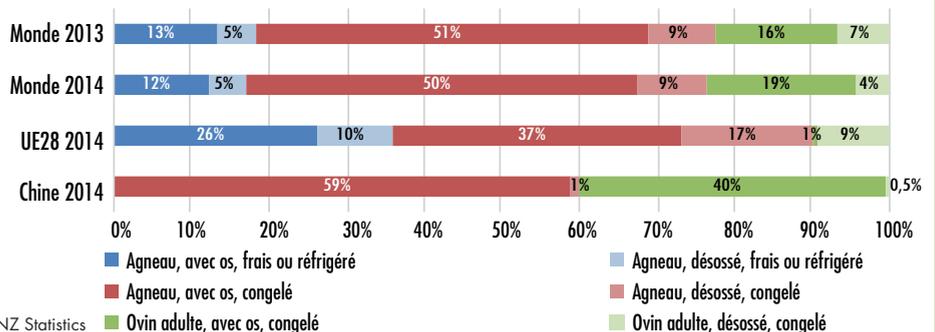
EXPORTATIONS NEO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



* coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après NZ Statistics

COMPOSITION DES EXPORTATIONS NEOZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source: GEB - Institut de l'Elevage d'après NZ Statistics

Après une forte progression en 2013 en raison de la sécheresse, les exportations néo-zélandaises de viande ovine ont légèrement reculé en 2014. La réorientation des envois se poursuit avec une hausse des expéditions vers la Chine et une chute vers l'Union européenne.

Une production en baisse après la sécheresse de 2012-13

La sécheresse de 2012-13 ayant entraîné la contraction du nombre de brebis reproductrices (-0,9% entre juin 2012 et juin 2013) et la dégradation de leurs performances de reproduction, les naissances d'agneaux ont chuté au cours du printemps austral 2013. Début 2014, le nombre d'agneaux présents dans les exploitations néo-zélandaises était donc nettement inférieur à celui de l'année précédente. Par conséquent, les abattages ont baissé de 3% à 20,7 millions de têtes sur l'année. Ils sont toutefois restés bien supérieurs (+4,5%) à leur niveau de 2012.

Face à la sécheresse persistante dans certaines régions de l'île du Nord et à la concurrence forte exercée par l'élevage bovin laitier dans l'île du Sud, les abattages de réformes sont en revanche restés élevés (+1% /2013 à 4,2 millions de têtes), notamment au 1^{er} trimestre (+10%/2013). Conséquence de cet essor, le cheptel néo-zélandais de brebis reproductrices s'est réplié de 2,6% à 19,7 millions de têtes en juin 2014.

La hausse des poids carcasses (+2% pour les agneaux à 18,3 kg ; +1% pour les ovins de réformes à 25,3 kg), permise par l'amélioration des conditions fourragères, a limité à 1% la baisse de la production néo-zélandaise de viande ovine, ramenée à 486 000 téc.

Moins d'exportations vers l'Europe... toujours plus vers la Chine

Les moindres disponibilités néo-zélandaises en viande ovine ont réduit d'autant les exportations, à 414 000 téc en 2014 (-1%). La valeur totale des envois a en revanche grimpé de 10% à 3 milliards de dollars NZ grâce à l'augmentation des prix unitaires (+11% à 7,2 \$NZ/kg éc, soit environ 4,5€/kg éc). Les expéditions étaient constituées pour 70% de viandes congelées avec os, 13% de viandes congelées désossées, 12% de viandes fraîches avec os et pour 5% de viandes fraîches désossées.

Malgré la baisse des volumes globaux, les exportations vers la Chine (incluant Hong-Kong et Taiwan) sont restées dynamiques (+10% à 171 000 téc). Les envois vers l'Union européenne ont à l'inverse chuté de 7%, à 139 000 téc, avec notamment un important recul vers le Royaume-Uni (-10% à 69 500 téc). Le contingent européen d'importation de viande ovine néo-zélandaise n'a ainsi été rempli qu'à 68% en 2014 (contre 73% en 2013). Même s'il progresse, le prix moyen des expéditions vers la Chine (5,1 \$NZ/kg éc) reste nettement inférieur à celui des envois vers l'Union européenne (9,2 \$NZ/kg éc).

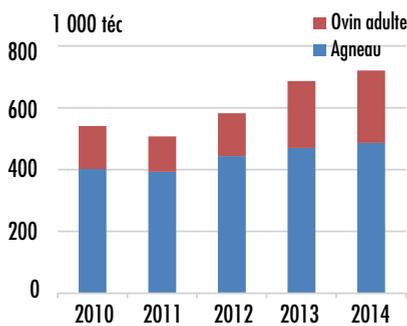
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE



DONNÉES REPÈRES (2014)

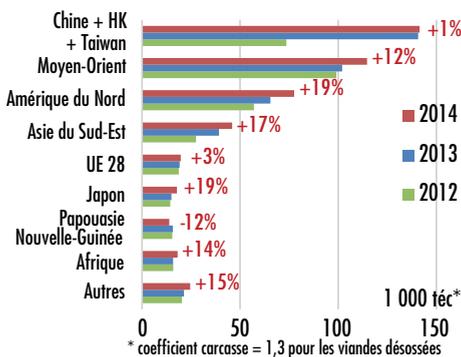
- **Cheptel : 40 millions de brebis reproductrices (juin 2014)**
- **Exportations d'ovins vivants : 2,3 millions de têtes**
- **Part de la production exportée : 66%**

PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



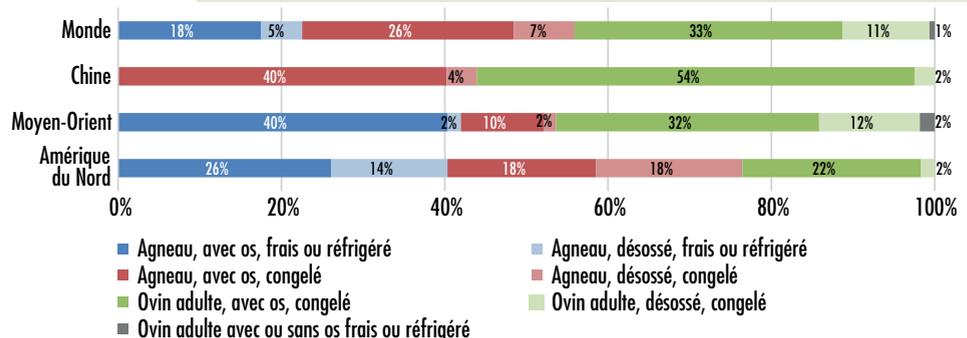
Source: GEB - Institut de l'Elevage, d'après ABS

EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Trade Map

COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source: GEB - Institut de l'Elevage d'après DAFF

Comme en 2013, la sécheresse a provoqué un afflux d'abattages en Australie et le sursaut des exportations de viande ovine, toujours orientées principalement vers l'Asie et le Moyen-Orient.

Reprise des exports en vif

Les exportations australiennes d'ovins vivants sont constituées essentiellement de moutons Mérinos envoyés au Moyen-Orient après avoir été élevés en Australie pour leur laine. Après un recul marqué en 2013, elles ont rebondi de 17% en 2014 à 2,3 millions de têtes. La chute des envois vers le Koweït, leur 1^{ère} destination (-20% à 712 000 têtes), a été notamment compensée par la reprise des expéditions vers le Bahreïn. À noter également les premiers envois en 2014 vers la Libye (48 000 têtes) et l'Égypte (31 000 têtes).

Nouvel essor de la production à cause de la sécheresse

La persistance des conditions sèches dans le pays pour la 2^{ème} année consécutive a de nouveau entraîné une importante hausse des sorties d'ovins des exploitations australiennes. Les abattages d'agneaux ont ainsi atteint l'effectif record de 22,3 millions de têtes en 2014 (+2%/2013), tandis que les abattages d'ovins de réforme grimpaient à 10,1 millions de têtes (+5%/2013). L'alourdissement des carcasses (+2% pour les agneaux à 21,9 kg ; +3% pour les réformes à 23,2 kg) a amplifié l'augmentation de la production à 720 000 têtes (+5%/2013). La demande mondiale soutenue a toutefois permis la remontée des cours australiens de l'agneau, après un important recul en 2013.

Suite au sursaut des abattages, le cheptel ovien australien a chuté de 5% à 71,6 millions de têtes en juin 2014.

Rebond des exportations de viande ovine

La hausse de la production s'est traduit par le boom des exportations australiennes de viande ovine à 474 000 têtes (+9%/2013), notamment vers le Moyen-Orient, l'Amérique du Nord et l'Asie du Sud-Est. Après un doublement en 2013, les exportations à destination de la Chine (Hong-Kong et Taiwan compris) se sont en revanche stabilisées à 141 000 têtes. Le contingent européen d'importation de viande ovine australienne (19 186 têtes) a par ailleurs été rempli à 100% pour la 2^{ème} année consécutive, ce qui contraste avec un contingent néo-zélandais beaucoup plus important mais apparemment de moins en moins attractif.

Comme en 2013, 45% des envois étaient constitués de viande d'ovins adultes (essentiellement congelée) destinée en grande partie à la Chine et au Moyen-Orient. Les exportations vers l'Amérique du Nord et l'UE étaient en revanche composées pour les 3/4 de viande d'agneau. La valeur unitaire des expéditions a progressé de 15% à 4,97 USD/kg (soit 3,74 €/kg) : la valeur totale des exportations a ainsi bondi de 25% à 2,4 milliards de dollars américains.

6

REVENUS DES EXPLOITATIONS

En lait comme en viande, revenu en hausse pour les systèmes spécialisés

L'année 2014 a vu la conjonction de plusieurs éléments favorables. Tout d'abord, la poursuite de la hausse du prix de l'agneau, avec le retour à des variations saisonnières relativement classiques, et une augmentation des livraisons moyennes de lait, dans le Rayon de Roquefort comme dans les Pyrénées-Atlantiques. Puis le repli attendu du prix des principales matières premières : pour la première fois depuis 2009, l'IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) est en recul, même s'il reste à un niveau élevé. Cette année de transition concernant la PAC se caractérise certes par une réduction des DPU, mais aussi par une revalorisation de l'Aide ovine et des ICHN.

Ce contexte bénéficie à l'ensemble des systèmes ovins viandes spécialisés, ainsi qu'aux ovins laitiers. En système mixte, la présence de l'atelier ovin viande permet de compenser une conjoncture moins favorable, en grandes cultures ou bovins viande.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2014

Des revenus moyens plus différenciés qu'en 2013

Pour presque tous les systèmes étudiés, la moyenne du résultat courant avant impôt et cotisations sociales (RCAI) se situe à l'intérieur d'une fourchette allant de 20 000 à 30 000 € par unité de main-d'œuvre (UMO) exploitant. Les revenus des deux systèmes laitiers, Pyrénées-Atlantiques et Roquefort, encadrent ceux des systèmes allaitants. Le système ovins viande et grandes cultures connaît une deuxième année de baisse significative, pour se situer autour de 11 000 €/UMO exploitant.

Pour les élevages ovins allaitants, l'année 2014 se caractérise par le retour à une courbe de prix plus classique, avec pour la cotation nationale un écart de l'ordre de 0,7 €/kg de carcasse entre le pic du 1^{er} semestre (début avril) et le creux du 2nd semestre (début septembre).

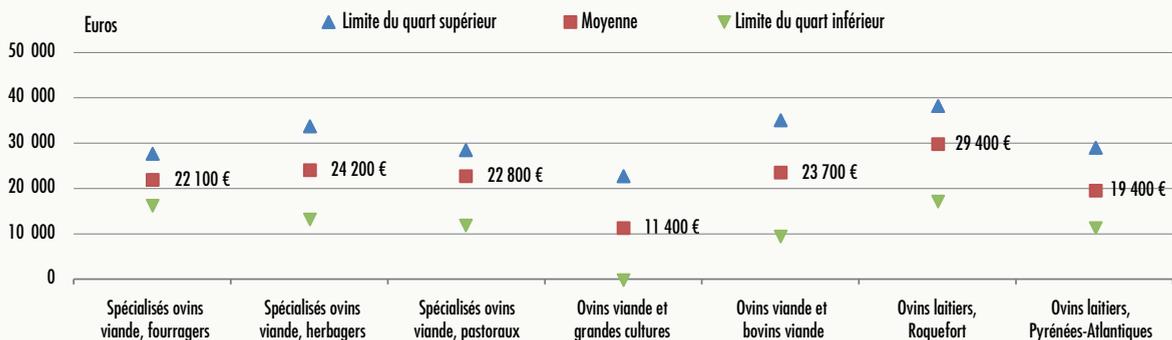
Comme en 2013, le groupe ovins-cultures a été pénalisé par la baisse des prix des céréales et des oléagineux, couplée à de mauvais rendements dans certaines régions. La mauvaise conjoncture de la viande bovine, notamment pour les animaux finis, pèse également sur le revenu des exploitations avec des bovins viande.

Pour les élevages laitiers, le volume livré par élevage et le prix du lait ont davantage progressé en Pays Basque et en Béarn (+4,2% et +1,0%) que dans le bassin de Roquefort (+2,6% et +0,3%).

L'année 2014 se caractérise également par une réduction de la disparité des revenus dans différents systèmes (ovins viande spécialisés fourragers et pastoraux ou associés aux grandes cultures), mais celle-ci reste globalement importante.

RÉSULTATS COURANTS AVANTS IMPOTS ET COTISATIONS SOCIALES 2014

Estimation 2014 des Résultats Courants Avants Impôts et cotisations sociales (RCAI) par UMO exploitant, pour les principaux systèmes ovins, et variabilité intra-système.



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

CALCUL DES ESTIMATIONS DES REVENUS 2014

L'estimation des revenus 2014 est établie à partir des résultats de 209 exploitations ovines allaitantes et 42 exploitations ovines laitières du dispositif Inosys-Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises, même si pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont globalement supérieurs à la moyenne.

La conjoncture 2014 conduit à un resserrement des revenus des systèmes strictement allaitants, avec ou sans bovins viande : ils sont tous compris dans une fourchette de 22 000 à 25 000 € par UMO exploitant. Les deux systèmes laitiers, Pyrénées-Atlantiques et Roquefort encadrent ces systèmes allaitants, avec des moyennes respectives proches de 20 000 et 30 000 €. Un peu au-dessus de 10 000 €, le système « ovins viande et grandes cultures » a vu son revenu divisé par 4 en deux ans.

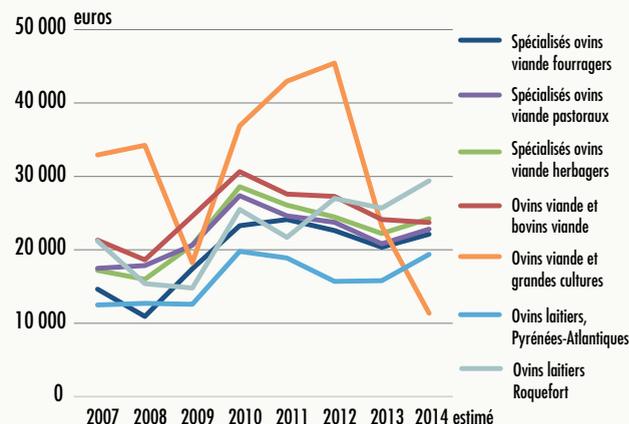
FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE



La base nationale du dispositif Inosys-Réseaux d'élevage compte 379 exploitations ovines en 2014, dont 352 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une efficacité et une dimension supérieures à la moyenne. Leur fonctionnement ne diffère pas fondamentalement de celui observé en moyenne dans leur zone. Le maillage de l'échantillon du dispositif Inosys-Réseaux d'élevage a été élaboré sur la base de la typologie des systèmes d'exploitation herbivores développée par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'Agriculture. Cette typologie combine les orientations technico-économiques de l'exploitation, le type d'atelier et la localisation.

ÉVOLUTION DES RCAI/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE OVINS

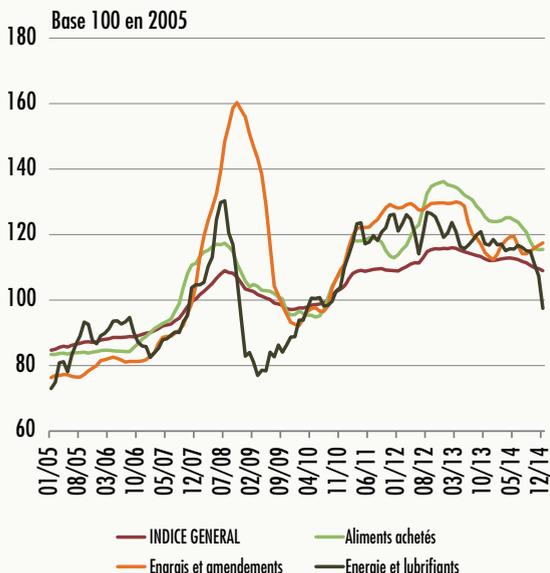
Revenu avant impôt et cotisations sociales exploitants.



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

INDICES IPAMPA OVINS VIANDE ET LAIT DE BREBIS

ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX POSTES DANS L'IPAMPA OVINS VIANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE et Agreste

Charges issues de l'IPAMPA

Pour la première fois depuis 2009, les indices IPAMPA Ovins viande et Lait de brebis évoluent à la baisse, mais ils restent néanmoins à des niveaux élevés. Entre 2013 et 2014, la diminution est de 2,2% pour l'indice ovins viande (année civile) et de 1,6% pour l'indice ovins lait (campagne laitière, septembre à août). Ce recul s'explique d'abord par celui des prix des concentrés du commerce (près de 7%), mais aussi de ceux de l'énergie et des engrais (près de 5%).

L'indice IPAMPA

L'indice IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a pour objectif de suivre l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. Sept types de produits sont suivis : les semences et plants ; les engrais et amendements ; les produits phytosanitaires ; les aliments pour animaux ; le matériel et petit outillage et les produits et services vétérinaires. Cet indice est utilisé pour établir les comptes nationaux de l'agriculture.

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES REVENUS 2014

Les évolutions 2014/2013 retenues pour les prix des agneaux, du lait de brebis et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux d'élevage, données interprofessionnelles, Arvalis).

PRIX DES AGNEAUX EN ELEVAGE ALLAITANT

Évolutions régionales 2014/2013

Système	Spécialisés	Ovins-Grandes cultures	Ovins-Bovins viande
Fourragers	+ 3%	+ 5%	+ 4%
Herbagers	de 0% (Nord, Est) à + 3% (autres régions)	+ 4%	de 0% (Nord), voire +1% (Limousin) à + 3% (autres régions)
Pastoraux	+ 2%		

Source : Observations INOSYS Réseaux d'élevage

RENDEMENTS DES PRINCIPALES CULTURES DE VENTES

Évolutions régionales 2014/2013

Cultures	Céréales à paille	Maïs	Oléagineux
Nord	+ 3%	=	=
Est	=	=	+ 20%
Centre	=	+ 20%	+ 5%
Ouest	=	+ 10%	=
Sud-Ouest	- 20%	+ 25%	- 35%
Sud-Est	- 3%	=	=

Source : d'après Arvalis

PRIX DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT EN ÉLEVAGE LAITIÉ

Évolutions régionales 2014/2013

	Roquefort	Pyrénées
Lait produit / exploitation	+ 2,6% ^[1]	+ 4,2% ^[2]
Prix du lait	+ 0,3% ^[1]	+ 1,0% ^[2]
Prix des agneaux sevrés	+ 12% ^[3]	- 5% ^[4]

Sources : ^[1] FRSEB / Interprofession de Roquefort, ^[2] Interprofession 64, ^[3] SIEOL suivis GTE, ^[4] Chambre d'agriculture 64

PRIX DES CULTURES DE VENTE

Évolutions régionales 2014/2013

Cultures	Céréales à paille	Maïs	Oléagineux
Evolution	- 20%	- 20% (- 25% dans le Centre et l'Ouest)	- 15%

Source : d'après Arvalis

LEXIQUE

- RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales exploitant = Excédent Brut d'Exploitation avant paiement de la MSA et après déduction des amortissements et frais financiers.
- EBE hors MSA : Excédent Brut d'Exploitation avant paiement de la MSA = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements, frais financiers, MSA).
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salariat et bénévolat).

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, « FOURRAGERS » INTENSIFS

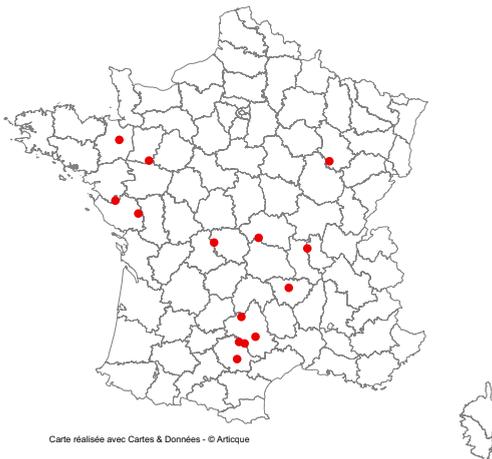
La baisse des prix des intrants profite pleinement à ces systèmes intensifs



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 72 ha de SAU dont 56 ha de SFP
- 562 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 14 EXPLOITATIONS



Ce petit groupe d'exploitations est majoritairement localisé sur les bordures Sud et Nord du Massif Central, ainsi que dans l'Ouest. Leur première caractéristique est un chargement relativement élevé, plus de 10 brebis/ha de SFP en moyenne, ce niveau d'intensification exprimant à la fois une certaine pression foncière et un bon potentiel agronomique. La part des cultures fourragères annuelles, essentiellement maïs ou sorgho ensilage, reste toutefois très limitée, à moins de 3% de la SFP.

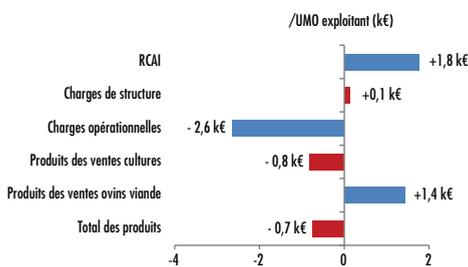
Le niveau de la consommation de concentré par brebis (210 kg) limite le potentiel d'autonomie. Même si la quasi-totalité de l'échantillon prélève des céréales voire des protéagineux pour le troupeau ovin, cette autonomie n'atteint que 30% en moyenne. Ce recours important au concentré (8,2 kg/kg de carcasse produit) s'explique par les niveaux de chargement mais aussi de productivité des brebis (près de 1,4 agneau par brebis), avec un taux de mise-bas flirtant avec le seuil de 100% indiquant l'accélération du rythme d'agnelage.

2014 : d'abord la baisse des charges opérationnelles

Alors que ces systèmes avaient été peu favorisés par la courbe des prix des agneaux en 2013, avec des prix du 2nd semestre supérieurs à ceux du 1^{er}, le retour à une conjoncture plus classique leur permet de bénéficier pleinement de la poursuite de l'augmentation des cours. Mais, du fait de leur forte intensification, le premier facteur impactant favorablement le RCAI de ces systèmes (+9% en 2014) est la baisse des prix des intrants, qui se traduit par une économie de plus de 2 600 € de charges opérationnelles.

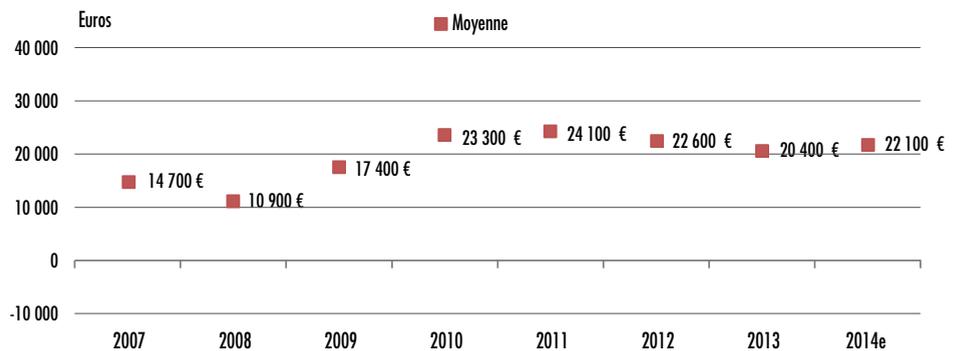
Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par des structures un peu plus grandes (plus de 600 brebis pour 1,7 UMO et 84 ha de SAU) et un moindre chargement (9,4 brebis/ha SFP), mais aussi par une intensification animale supérieure : 1,56 agneau/brebis (102% de taux de mise-bas) et plus de 250 kg de concentré par brebis, soit 8,5 kg/kg de concentré produit.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, HERBAGERS

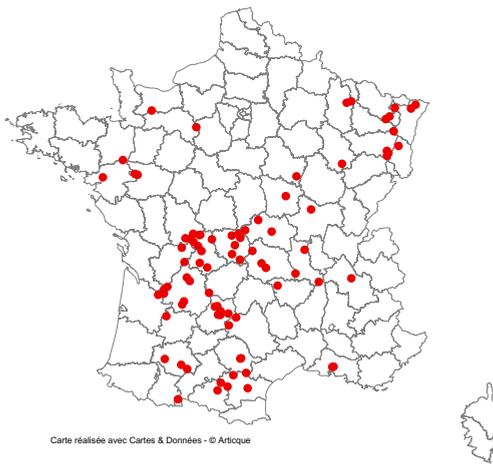
Impacts positifs de l'augmentation des ventes ovines et de la baisse des charges



DONNÉES REPÈRES

- 1,5 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 100 ha de SAU dont 87 ha de SFP
- 588 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 84 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont pour l'essentiel localisées sur une large bande de territoire partant du Sud-Ouest et se terminant au Nord-Est en traversant le Massif Central. Les départements des bordures Ouest et Nord du Massif Central sont les mieux représentés, comme le Lot, la Dordogne, la Haute-Vienne et la Creuse.

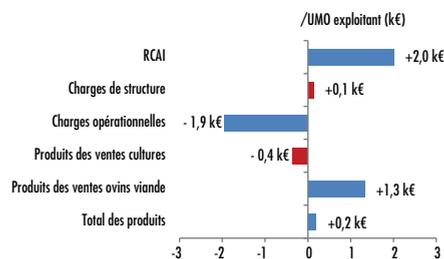
Ces systèmes disposent de structures relativement confortables, avec en moyenne 100 ha de SAU pour 1,5 UMO. Le troupeau moyen approche les 600 brebis, avec une conduite qu'on peut qualifier de « semi-extensive » : chargement de 7,6 brebis/ha SFP et productivité de l'ordre d'1,2 agneau/brebis. Seulement 60% des élevages recourent aux concentrés prélevés, avec une autonomie moyenne de l'ordre d'un tiers du concentré consommé. Cette consommation se monte à 151 kg par brebis, soit 7,5 kg/kg de carcasse produit.

Conjoncture favorable sur les produits comme les charges

Avec des agnelages prédominants en saison, ces systèmes commercialisent majoritairement leurs agneaux au 2nd semestre, et ils ne sont donc pas les premiers bénéficiaires du retour à une courbe des prix au profil assez classique. Malgré cela, la hausse du prix des agneaux pèse presque autant que la baisse des prix des intrants dans l'augmentation du RCAI en 2014 (+9%). Le niveau des primes est stable, la revalorisation des ICHN et l'arrêt de la modulation de l'Aide ovine compensant la perte sur les DPU.

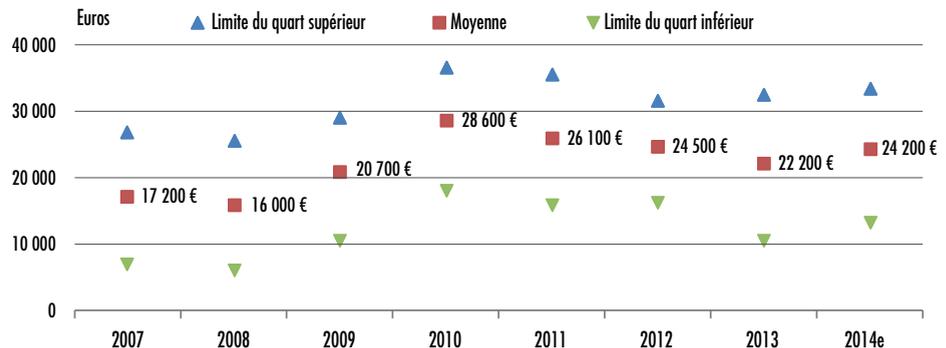
Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par de plus grandes structures ramenées à l'unité de main-d'œuvre : 10 ha de plus pour 0,2 UMO de moins. Le chargement est également plus important, d'où un cheptel de brebis de près de 650 têtes. Si la productivité par brebis de ces élevages est du même niveau que pour l'ensemble du groupe, la consommation de concentré est davantage maîtrisée : 115 kg/brebis, soit 5,6 kg/kg de carcasse produit.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, PASTORAUX

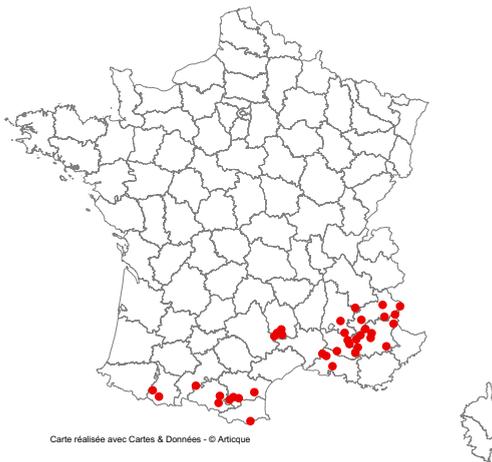
La revalorisation des ICHN explique pour moitié l'amélioration du revenu



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 58 ha de SAU dont 49 ha de SFP, et 161 ha de parcours
- 482 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 37 EXPLOITATIONS



Une stratégie « économe »

Très logiquement cet échantillon d'exploitations à composante pastorale se situe dans les zones pastorales du Sud de la France et en zones de montagne, des Alpes du Sud aux Pyrénées en passant par la bordure méridionale du Massif-Central.

En moyenne leur structure foncière « hors parcours » est limitée : 58 ha de SAU, presque 2 fois moins que les spécialisés herbagers qui n'ont que 100 brebis de plus. Leur fort niveau de chargement « apparent » (2 UGB/ha de SFP) s'explique par l'utilisation des parcours individuels ou collectifs, non inclus dans la SFP.

La productivité numérique moyenne des troupeaux (0,94 agneau/brebis) est sensiblement inférieure à celle des autres types. La stratégie de production est de « produire économe », avec la présence fréquente de races rustiques et l'adoption d'une conduite simplifiée : âge à la lutte des agnelles généralement tardif, absence d'accélération voire de rattrapage, taux de mise bas moyen de 84%.

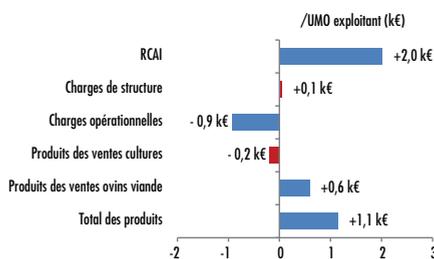
Le poids plutôt faible des agneaux de boucherie et la part parfois non négligeable des agneaux vendus légers expliquent aussi une consommation totale de concentrés rapportée à la brebis de « seulement » 85 kg et de 6,6 kg rapportée au kg de carcasse d'agneau. D'où, malgré des surfaces en cultures réduites, une autonomie en concentré de 44%.

Un revenu relativement stable depuis 2011

Le niveau de revenu moyen par UMO exploitant enregistré en 2010 (27 400 €, soit près de 10 000 € de plus que pour les années 2007 et 2008) ne s'est pas retrouvé les années suivantes. De 2011 à 2014, ce revenu fluctue entre 20 800 € et 24 600 €, la faible intensification du processus de production amortissant plus ou moins les variations souvent contraires des prix des intrants et des ventes. La hausse estimée du revenu de 2014 par rapport à 2013 (+2 000 €, + 10%), s'explique pour moitié par l'augmentation des aides, du fait de la revalorisation de 15% des Indemnités Compensatrices de Handicap Naturel.

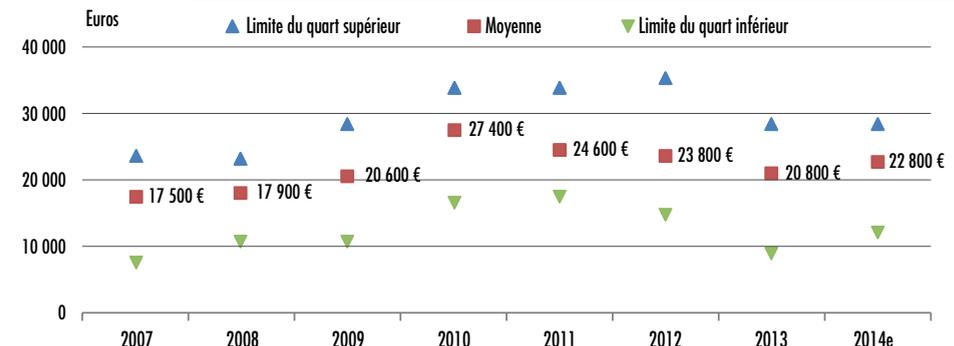
Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par une productivité des brebis légèrement supérieure (103%) combinée à une moindre consommation de concentré par brebis (79 kg, contre 85 kg pour l'ensemble du groupe), d'où un ratio de 5,6 kg de concentré/kg de carcasse produit.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

6

REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

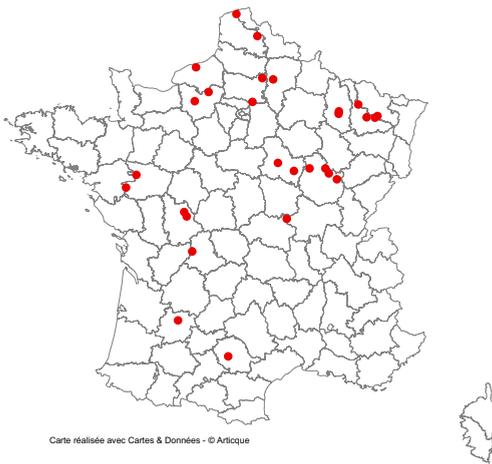
Pour la 2^{ème} année, les ovins ne compensent que très partiellement le recul du produit des cultures



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 140 ha de SAU dont 36 ha de SFP
- 345 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 28 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont situées dans les zones de polyculture-élevage ou de cultures dominantes. Les grandes cultures occupent près des ¼ de la SAU. La taille moyenne de la troupe est assez stable à 345 brebis.

Le chargement moyen est relativement élevé, à 11 brebis/ha. Malgré un regain d'intérêt dans certaines exploitations pour le pâturage de surfaces implantées en dérobées, le recours aux fourrages stockés est toujours important, avec en moyenne 300 kg de MS/brebis/an.

L'intensification du système impacte également la consommation de concentrés qui atteint 268 kg/femelle, soit 11 kg/kg carcasse d'agneau produit (1,25 agneau/brebis). 9 exploitations sur 10 utilisent leurs cultures pour produire un tiers de leurs aliments concentrés.

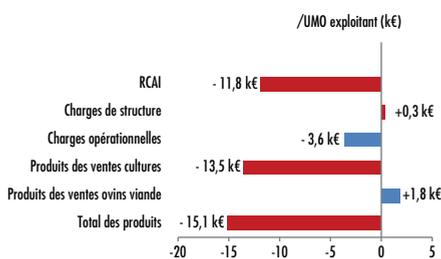
Une forte dégradation du revenu

Ces systèmes ovins-cultures sont impactés pour la seconde année consécutive par la baisse du cours des cultures de vente. Le produit de vente des cultures chute de près de 17 % (-14 % déjà en 2013). Dans une conjoncture ovine plus porteuse, le prix de l'agneau augmente de 5%. Les charges opérationnelles enclenchent une légère baisse : - 5%. La hausse du produit ovin, qui ne représente que 27 % du chiffre d'affaires de ces exploitations, ne suffit pas à limiter la forte érosion du revenu qui se dégrade de 51%. En 2 ans, le RCAI moyen est divisé par 4 !

Sur des structures plus modestes, avec une spécialisation ovine plus importante (30 brebis en plus en moyenne), le quart supérieur se distingue par une meilleure productivité, avec 1,29 agneau produit par brebis. Pour ces exploitations, le RCAI/UMO dépasse 22 700 €, contre une moyenne de 11 400 € pour l'ensemble du groupe. À l'opposé, un quart des exploitations de ce groupe ne dégagent aucun revenu en 2014.

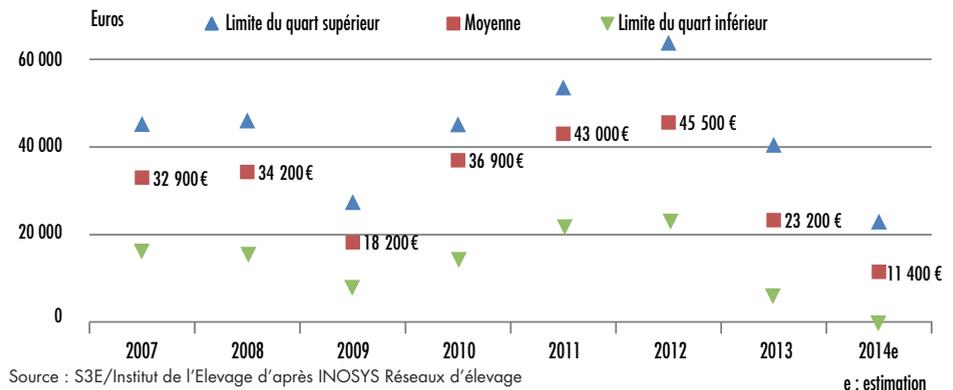
Par ailleurs ces exploitations étaient pour la plupart bien pourvues en aides découplées. La convergence des aides, dans le cadre de la réforme de la PAC, sera une étape délicate à appréhender dès 2015.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Elevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



6

REVENUS DES EXPLOITATIONS

OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

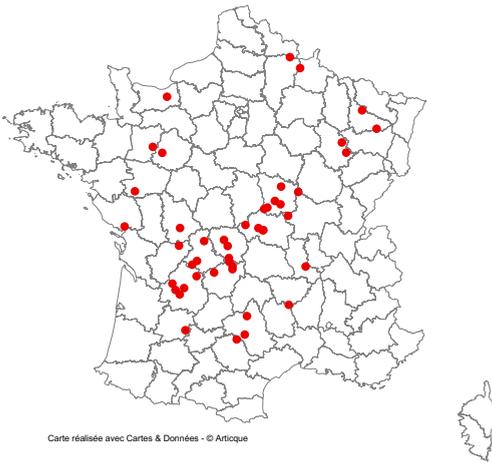
La progression des prix des agneaux compense la baisse des prix des bovins



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 142 ha de SAU dont 120 ha de SFP
- 416 brebis allaitantes et 49 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 46 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont principalement localisées sur une diagonale, en zone herbagère, allant du Centre-Ouest à la Lorraine, avec une prépondérance des ateliers bovins naisseurs. En complément quelques élevages se trouvent au nord de cette zone en région à cultures fourragères intensives, et d'autres au Sud en zone de montagne humide ou pastorale.

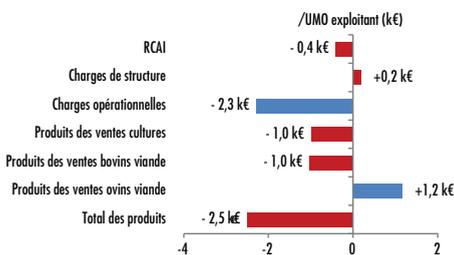
Globalement peu chargées (1,2 UGE/ha de SFP), ces exploitations sont le reflet de systèmes fourragers peu intensifiés, avec des cultures fourragères (moins de 4% de la SFP) généralement réservées aux bovins. Plus des deux tiers utilisent des concentrés prélevés, et le niveau de consommation moyen, 155 kg/brebis, exprime des finitions d'agneaux pour partie en bergerie et pour partie à l'herbe. Avec un chargement et une productivité des brebis similaires à ceux des exploitations spécialisées herbagères, la consommation de 7,5 kg/kg de carcasse est également du même niveau et n'indique pas de réelle valorisation des complémentarités potentielles entre ovins et bovins.

Un revenu en recul depuis 2010

Entre 2008 et 2010, ces systèmes ont connu une progression régulière du RCAI, avant que la deuxième flambée des prix des intrants, particulièrement du concentré, ne ramène le RCAI au niveau de 2009. En 2014, la bonne tenue des prix en production ovine ne suffit pas pour maintenir le niveau du produit, du fait des chutes des cours des bovins et des cultures, mais aussi de la baisse des aides. La diminution des charges opérationnelles vient fort heureusement compenser partiellement cette perte de produit, d'où une quasi stabilité du RCAI.

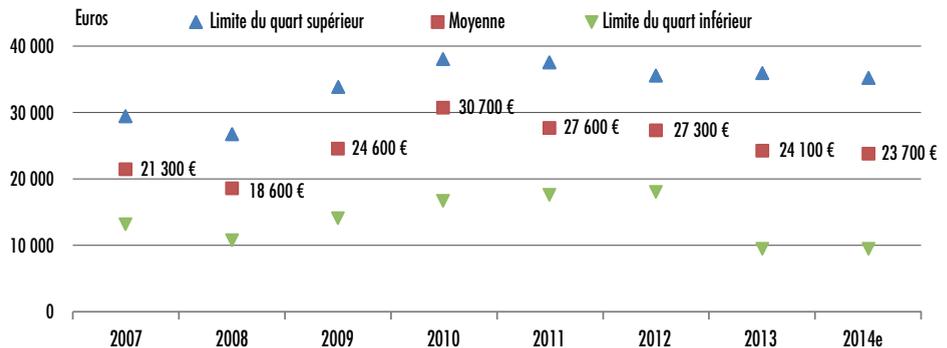
Les exploitations du quart supérieur disposent de structures très proches de la moyenne de l'ensemble du groupe, avec toutefois des cheptels un peu plus importants et un peu moins de cultures de vente, pour une part un peu supérieure de main-d'œuvre salariée. Elles se caractérisent surtout par une plus forte productivité des brebis et une moindre consommation de concentré, malgré un chargement plus élevé, ce qui traduit une plus grande maîtrise technique.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

6

REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DU RAYON DE ROQUEFORT

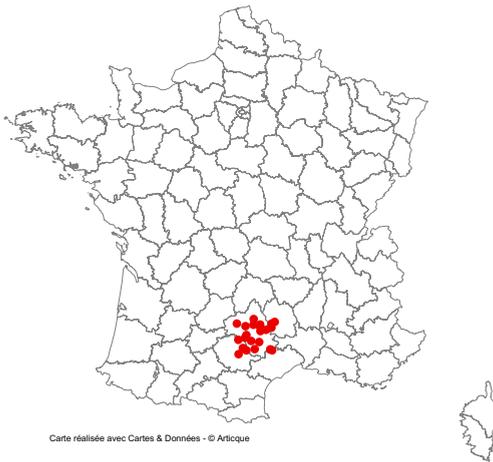
Une année 2014 plus favorable...



DONNÉES REPÈRES

- 2,5 UMO totale dont 2,0 UMO exploitant
- 91 ha de SAU dont 72 ha de SFP
- 444 brebis laitières,
118 600 litres de lait livrés

LOCALISATION DES 23 EXPLOITATIONS



Localisées dans la partie sud du Massif-Central, les exploitations suivies produisent du lait qui est pour partie transformé en fromage AOP Roquefort. Les surfaces sont consacrées à l'alimentation des troupeaux : la SFP composée majoritairement de prairies temporaires représente 80% de la SAU ; et les céréales à paille qui viennent en complément sont le plus souvent autoconsommées. Enfin, près de quatre élevages sur dix, situés en Causses, disposent d'importantes surfaces de parcours (autour de 125 ha) valorisées par les brebis en fin de période de traite et en période d'entretien.

Les troupeaux, de race Lacaune, ont des niveaux de production élevés, autour de 275 litres de lait par brebis. La plupart des exploitations sont spécialisées, mais près d'un tiers d'entre elles détiennent également des vaches allaitantes, parfois des brebis allaitantes.

Des volumes de lait en progression

Comme en 2012, le printemps et l'été 2013 ont permis d'avoir des stocks de fourrages satisfaisants en quantité, mais de qualité médiocre. Par la suite, un hiver doux et un printemps précoce ont permis d'avancer la mise à l'herbe et d'avoir une bonne production au printemps. Avec une progression des volumes de lait produit (+2,6% par exploitation en moyenne dans le Rayon de Roquefort) et une conjoncture plus favorable pour le prix des agneaux de lait, on peut s'attendre à une hausse du produit des ventes de l'atelier ovine lait (+4%).

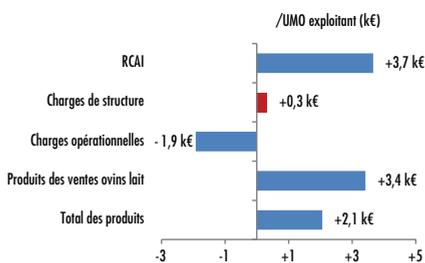
En progression, le RCAI avoisine les 30 000 €/UMO exploitant

Après avoir diminué entre les campagnes 2012 et 2013, le résultat courant avant impôts et cotisations sociales devrait progresser en 2014 de +14% pour se situer autour de 29 000 € par unité de main-d'œuvre exploitant.

Outre l'augmentation du produit lait et du produit agneaux, la baisse légère du prix des matières premières devrait se traduire par une diminution des charges d'exploitation. Par ailleurs, la diminution des aides découplées est compensée par la revalorisation de l'ICHN et la suppression de la modulation sur les aides ovines ; le montant total des aides progresse de près de 3%.

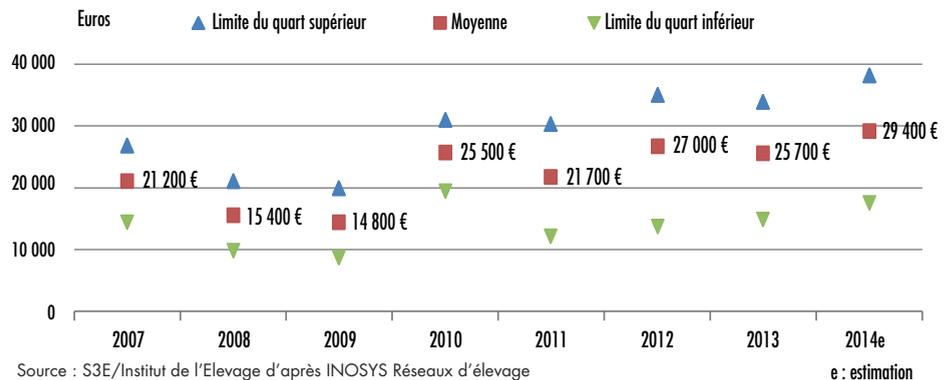
Plus productives que les autres (autour de 305 litres de lait par brebis), les exploitations du quart supérieur se caractérisent également par une bonne maîtrise des charges opérationnelles ovines et des charges de structure. Autour de 43%, le ratio EBE sur produit brut se situe 7 points au-dessus de la moyenne d'ensemble.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



6

REVENUS DES EXPLOITATIONS

OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

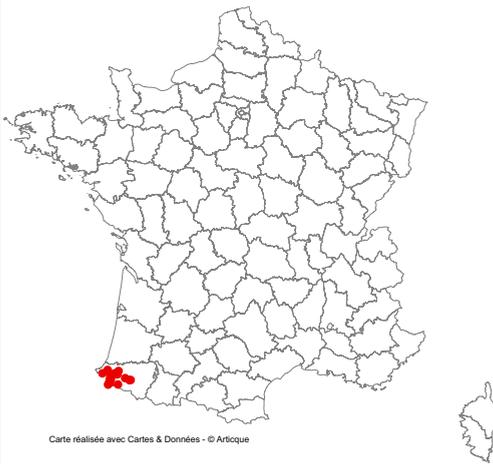
Le revenu rebondit au niveau de 2010



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 34 ha de SAU dont 33 ha de SFP
- 383 brebis laitières,
65 500 litres de lait livrés

LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



Localisés dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty et de l'IGP agneaux de lait des Pyrénées, les éleveurs suivis disposent de surfaces limitées, essentiellement en prairies (98% de la SAU), complétées pour une majorité d'entre eux par des surfaces de landes (autour de 15 ha) et l'utilisation d'estives collectives.

Comme cela est généralement le cas dans ce bassin, plus de 75% des élevages sont mixtes, avec 15 à 20 vaches allaitantes et une production de broustards. Les brebis, de races Manech tête rousse, tête noire ou Basco-béarnaises ont des niveaux de production élevés : autour de 170 litres de lait produit par brebis.

Augmentation des volumes de lait

Cette année encore, les éleveurs du bassin enregistrent une augmentation de leur volume de lait livré (+4,15% en moyenne), et cela malgré un printemps et un été 2013 particulièrement humides qui n'ont pas permis d'avoir des stocks de fourrages de bonne qualité : foin récoltés à un stade avancé, peu de regains, faibles rendements des maïs semés tardivement. Par la suite, l'automne sec n'a pas été favorable à la levée des dérobées et a entraîné un retard dans la pousse de l'herbe au printemps, mais l'arrivée tardive du froid a permis de prolonger le pâturage d'automne.

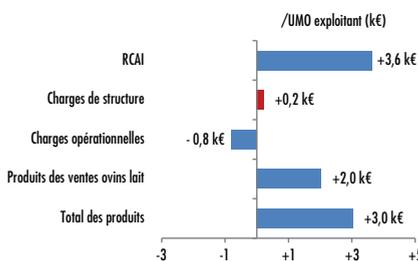
Compte tenu de l'évolution du prix du lait, +1% d'après les déclarations des entreprises adhérentes de l'Interprofession régionale, et malgré une légère baisse du prix des agneaux de lait (-5%), le produit des ventes de l'atelier ovine lait devrait progresser de près de 3%.

En forte progression, le RCAI reste inférieur à 20 000 €/UMO exploitant

L'année 2014 est également marquée par une légère baisse du coût des matières premières qui devrait se traduire par une baisse des charges opérationnelles. La revalorisation de l'ICHN et la suppression de la modulation sur les aides ovines devraient permettre d'enregistrer une augmentation des aides (+4%) malgré la baisse des DPU. Et pour les exploitations mixtes, des cours plus favorables sur les broustards permettront de conforter le produit de l'atelier bovin. Au final, on peut s'attendre à une hausse de 23% du résultat courant avant impôts et cotisations sociales, qui reste toutefois en deçà de 20 000 € par unité de main-d'œuvre exploitant.

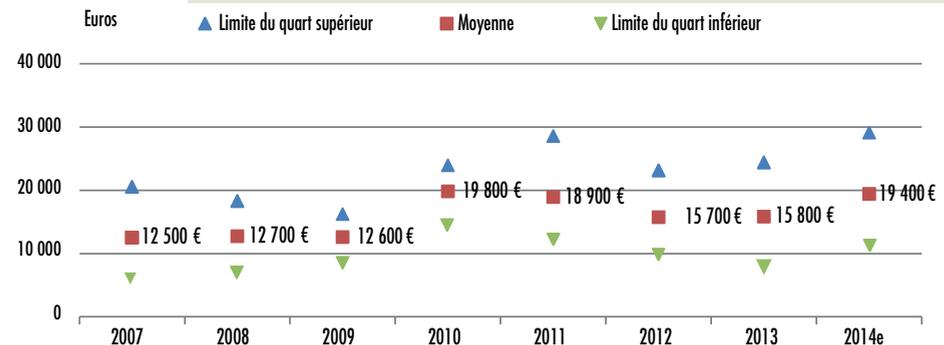
Les exploitations situées dans le quart supérieur se caractérisent par une meilleure maîtrise de leurs charges. Ainsi, l'EBE représente 41% du produit brut, soit près de 7 points de plus que l'ensemble des élevages. Avant impôt et cotisations sociales, leur résultat courant se situe autour de 31 000 € par UMO exploitant en 2013 et devrait progresser de 10% en 2014.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

7

LES PRÉVISIONS 2015

Stabilisation de la production en France et dans l'Union européenne

La production française de viande ovine devrait rester stable en 2015, le léger recul du cheptel reproducteur étant compensé par une moindre rétention d'agnelles. La production européenne devrait également se maintenir en 2015, la progression prévue au Royaume-Uni équilibrant les baisses attendues en Irlande et en Espagne. Cependant, une nouvelle diminution des importations européennes en provenance d'Océanie continuerait à éroder la consommation de viande ovine intra-communautaire.



FRANCE 2015

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

1 000 téc	2012	2013	2014	2015 p	2015/14
Production contrôlée	84	80	80	80	=
Abattages contrôlés	83	80	80	81	=
Importations	110	106	105	103	-2%
Exportations	8	7	8	7	-5%
Consommation	185	179	178	176	-1%

p : prévisions

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et prévisions propres



Brebis charollaises au pré.

La production française de viande ovine devrait se stabiliser en 2015

En supposant que la productivité numérique reste stable en 2015 (sauf incident sanitaire ou climatique majeur) la contraction de 1% du cheptel reproducteur ovin fin 2014 devrait entraîner un recul des naissances du même ordre. Cependant, le taux de rétention d'agnelles, élevé en 2014, pourrait diminuer un peu cette année. En conséquence, la production contrôlée française de viande ovine pourrait rester relativement stable en 2015. Si on fait l'hypothèse que les exportations d'agneaux vivants reculent plus modérément que l'année dernière, alors les abattages contrôlés se stabiliseront également.

La consommation française de viande ovine devrait en revanche continuer à s'éroder, en partie sous l'influence des prix élevés. Les exportations de viande ovine resteront faibles, comme les années précédentes. Les importations continueront probablement à reculer, le besoin en marchandises étrangères se réduisant légèrement et les disponibilités mondiales étant tendues. De fait, le taux d'auto-suffisance en viande ovine de la France pourrait progresser de 45% en 2014 à 46% en 2015.

OCÉANIE 2015

EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

NOUVELLE-ZÉLANDE	2012-13	2013-14	2014-15 p	Variation
Production de viande d'agneau agréée à l'export (campagnes d'octobre à septembre)	376	372	361	-3%

AUSTRALIE	2013	2014	2015 p	Variation
Exportations de viande ovine	435	474	367	-23%

p : prévision

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Beef & Lamb New Zealand et Meat & Livestock Australia

Après deux ans de décapitalisation et d'abattages record à cause de la sécheresse, le retour à des conditions climatiques plus proches de la moyenne devraient également conduire à la chute des abattages d'ovins, et donc des exportations de viande ovine, en **Australie**, selon *Meat & Livestock Australia*.

Alors que la demande mondiale restera élevée, notamment en Asie et au Moyen-Orient, cette réduction des disponibilités océaniques devrait continuer à soutenir les prix.

Après plusieurs années de hausse, les exportations océaniques de viande ovine devraient refluer en 2015

En **Nouvelle-Zélande**, la rétention d'agnelles de renouvellement devrait en effet être importante sur la campagne 2014-15 (octobre 2014 - septembre 2015) d'après les experts de *Beef & Lamb New Zealand*. Cette phase de recapitalisation devrait entraîner le recul des abattages néozélandais d'agneaux et d'ovins adultes et logiquement conduire au repli des exportations de viande ovine. La persistance des conditions sèches pourrait toutefois mettre un terme à cette dynamique et entraîner une hausse des abattages d'agneaux, en particulier au 1^{er} semestre 2015.

UNION EUROPÉENNE 2015

PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

Royaume-Uni*	2013	2014	2015 p	2015/14
Abattages	289	298	309	4%
Importations de viande ovine	107	98	99	2%
Exportations de viande ovine	106	104	108	3%
Consommation par bilan	290	292	301	3%

Irlande	2013	2014	2015 p	2015/14
Abattages	57	58	57	-2%
Importations de viande ovine	5	5	5	0%
Exportations de viande ovine	47	44	43	-1%
Consommation par bilan	15	19	18	-4%

Espagne	2013	2014	2015 p	2015/14
Abattages	118	112	109	-3%
Importations de viande ovine	8	8	8	-3%
Exportations de viande ovine	36	34	33	-2%
Consommation par bilan	91	86	83	-3%

UNION EUROPÉENNE	2013	2014	2015 p	2015/14
Abattages	808	807	807	0%
Importations de viande ovine	178	169	162	-4%
Exportations de viande ovine	32	29	28	-2%
Consommation par bilan	954	947	940	-1%

* Les prévisions concernant la production britannique ont été publiées par Eblex en février 2015, avant que la taille du cheptel ovin reproducteur de décembre 2014 au Royaume-Uni ne soit connue.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Eblex

La production européenne de viande ovine devrait peu évoluer en 2015

La stabilisation du cheptel reproducteur européen fin 2014 laisse augurer l'arrêt de la baisse de production observée ces dernières années en UE. La production ne devrait pas beaucoup varier en **France**. Elle est prévue à la hausse au **Royaume-Uni**, qui représente à lui seul plus d'un tiers de la production européenne de viande ovine. L'augmentation du nombre d'agneaux de report et la progression du cheptel reproducteur britannique début 2015 devraient en effet conduire à une nette hausse des abattages d'agneaux, notamment au 1^{er} semestre 2015.

A l'inverse, la production reculera sensiblement en **Espagne** et en **Irlande** suite à la baisse de leur cheptel national fin 2014.

La limitation des disponibilités mondiales, liée au recul des envois océaniques et à leur réorientation progressive vers l'Asie, devrait toutefois venir limiter les importations européennes de viande ovine. Malgré le léger tassement des exportations européennes vers les pays tiers, liée au ralentissement de la demande chinoise, la consommation européenne devrait ainsi à nouveau diminuer en 2015.

Comme en 2014, la baisse des importations européennes viendra également limiter les flux intra-européens de viande ovine, notamment entre le Royaume-Uni et la France.



DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2014
Perspectives 2015
Avril 2015
n°456

Economie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

Dossier annuel Caprins 2014

Perspectives 2015. N° 455 - Mars 2015

Dossier annuel Bovins lait 2014

Perspectives 2015. N° 454 - Février 2015

Dossier annuel Bovins viande 2014

Perspectives 2015. N° 453 - Janvier 2015

Dossier PAC. La PAC dans tous ses États.

N° 452 - Décembre 2014

Dossier Algérie. Les filières bovines en Algérie.

Le développement local ne tarit pas le besoin d'importations. N° 451 - Novembre 2014

Dossier viande bovine en 2020.

Quelle production française de viande bovine à l'horizon 2020 ? N° 450 - Octobre 2014

Dossier Maroc. La filière viande bovine

au Maroc. Comment concilier croissance et autosuffisance. N° 449 - Septembre 2014

Dossier spécial PAC. Une PAC complexe...

et transitoire. N° 448 - Juillet-Août 2014

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers 2013.

Perspectives 2014. N° 447 - Juin 2014

Dossier marché mondial viande bovine 2013.

Perspectives 2014. N° 446 - Mai 2014

